



## Conseil économique et social

Distr. générale  
4 septembre 2013  
Français  
Original : anglais

---

### Mesures prises par le Conseil économique et social à sa session d'organisation et à la reprise de sa session d'organisation pour 2013 et à sa session de fond de 2013

(New York, 28 janvier, 12-15 février, 28 février, 25 avril et 6 mai 2013;  
et Genève, 1<sup>er</sup>-26 juillet 2013)

#### Note du Secrétariat

La section I du présent document donne une liste de référence des résolutions ([E/RES/2013/\\_\\_\\_](#)) et des décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session d'organisation et à la reprise de sa session d'organisation pour 2013, et à sa session de fond de 2013. La section II présente les décisions adoptées par le Conseil. La version finale des résolutions et décisions sera publiée dans les *Documents officiels du Conseil économique et social, 2013, Supplément n° 1 (E/2013/99)*.



## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Liste de référence : résolutions et décisions adoptées par le Conseil .....	3
A. Résolutions .....	3
B. Décisions .....	7
II. Décisions adoptées par le Conseil .....	13

## I. Liste de référence : résolutions et décisions adoptées par le Conseil

### A. Résolutions

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Séance d'adoption</i>
<a href="#">2013/1</a>	Résultat de l'examen de la réforme de 2005 de la Commission économique pour l'Europe ( <a href="#">E/2013/15/Add.1</a> et <a href="#">E/2013/SR.22</a> )	10	22 <sup>e</sup> séance plénière 5 juillet 2013
<a href="#">2013/2</a>	Recentrer et recalibrer la Commission économique pour l'Afrique en vue de soutenir la transformation structurelle de l'Afrique ( <a href="#">E/2013/15/Add.2</a> , chap. I, sect. A, et <a href="#">E/2013/SR.22</a> )	10	22 <sup>e</sup> séance plénière 5 juillet 2013
<a href="#">2013/3</a>	Un appareil de conférence de la Commission pour le développement inclusif et durable de l'Asie et du Pacifique ( <a href="#">E/2013/15/Add.2</a> , chap. I, sect. B, projet de résolution I, et <a href="#">E/2013/SR.22</a> )	10	22 <sup>e</sup> séance plénière 5 juillet 2013
<a href="#">2013/4</a>	Statuts du Centre pour la mécanisation agricole durable ( <a href="#">E/2013/15/Add.2</a> , chap. I, sect. B, projet de résolution II, et <a href="#">E/2013/SR.22</a> )	10	22 <sup>e</sup> séance plénière 5 juillet 2013
<a href="#">2013/5</a>	Progrès accomplis dans la mise en œuvre de la résolution <a href="#">67/226</a> de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies ( <a href="#">E/2013/L.17</a> , révisé oralement, et <a href="#">E/2013/SR.32</a> )	3	32 <sup>e</sup> séance plénière 12 juillet 2013
<a href="#">2013/6</a>	Renforcement de la coordination de l'aide humanitaire d'urgence fournie par les organismes des Nations Unies ( <a href="#">E/2013/L.20</a> et <a href="#">E/2013/SR.36</a> )	5	36 <sup>e</sup> séance plénière 17 juillet 2013
<a href="#">2013/7</a>	Liaison fixe Europe-Afrique à travers le détroit de Gibraltar ( <a href="#">E/2013/L.28</a> et <a href="#">E/2013/SR.40</a> )	10	40 <sup>e</sup> séance plénière 19 juillet 2013
<a href="#">2013/8</a>	Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe du Golan syrien occupé ( <a href="#">E/2013/L.16</a> et <a href="#">E/2013/SR.40</a> )	11	40 <sup>e</sup> séance plénière 19 juillet 2013
<a href="#">2013/9</a>	Bilan de la suite donnée aux textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information ( <a href="#">E/2013/31</a> , chap. I, sect. A, projet de résolution I, et <a href="#">E/2013/SR.41</a> )	13 b)	41 <sup>e</sup> séance plénière 22 juillet 2013

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Séance d'adoption</i>
2013/10	Science, technologie et innovation au service du développement (E/2013/31, chap. I, sect. A, projet de résolution II, et E/2013/SR.41)	13 b)	41 <sup>e</sup> séance plénière 22 juillet 2013
2013/11	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (E/2013/L.32 et E/2013/SR.41)	7 e)	41 <sup>e</sup> séance plénière 22 juillet 2013
2013/12	Équipe spéciale interorganisations de lutte contre les maladies non transmissibles (E/2013/L.23 et E/2013/SR.41)	7 g)	41 <sup>e</sup> séance plénière 22 juillet 2013
2013/13	Calendrier des conférences et des réunions dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes (E/2013/L.13 et E/2012/SR.41)	7 h)	41 <sup>e</sup> séance plénière 22 juillet 2013
2013/14	École des cadres du système des Nations Unies à Turin (Italie) (E/2013/L.26 et E/2013/SR.43)	15	43 <sup>e</sup> séance plénière 23 juillet 2013
2013/15	Groupe consultatif ad hoc sur Haïti (E/2013/L.31 et E/2013/SR.44)	7 d)	44 <sup>e</sup> séance plénière 23 juillet 2013
2013/16	Transversalisation de la problématique hommes-femmes dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies (E/2013/L.14 et E/2013/SR.45)	7 c)	45 <sup>e</sup> séance plénière 24 juillet 2013
2013/17	La situation des Palestiniennes et l'aide à leur apporter (E/2013/27, chap. I, sect. B, projet de résolution II, et E/2013/SR.46)	13 l)	46 <sup>e</sup> séance plénière 24 juillet 2013
2013/18	Future organisation des travaux et méthodes de travail de la Commission de la condition de la femme (E/2013/27, chap. I, sect. B, projet de résolution I, et E/2012/SR.46)	14 a)	46 <sup>e</sup> séance plénière 24 juillet 2013
2013/19	Conclusion des travaux de la Commission du développement durable (E/2013/L.38 et E/2013/SR.46)	13 a)	46 <sup>e</sup> séance plénière 24 juillet 2013
2013/20	Rapport du Comité des politiques de développement (E/2013/L.19 et E/2013/SR.46)	13 a)	46 <sup>e</sup> séance plénière 24 juillet 2013
2013/21	Principes fondamentaux de la statistique officielle (E/2013/24, chap. I, sect. A, et E/2013/SR.46)	13 c)	46 <sup>e</sup> séance plénière 24 juillet 2013
2013/22	Établissements humains (E/2013/L.36, corrigé oralement, et E/2013/SR.46)	13 d)	46 <sup>e</sup> séance plénière 24 juillet 2013
2013/23	Rapport du Comité d'experts de l'administration publique sur les travaux de sa douzième session (E/2013/L.27 et E/2013/SR.46)	13 g)	46 <sup>e</sup> séance plénière 24 juillet 2013

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Séance d'adoption</i>
2013/24	Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale (E/2013/L.22 et E/2013/SR.46)	13 h)	46 <sup>e</sup> séance plénière 24 juillet 2013
2013/25	Travaux du Comité d'experts du transport des marchandises dangereuses et du Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (E/2013/51, chap. I, et E/2013/SR.47)	13 m)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
2013/26	Aspects sociaux du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (E/2013/26, chap. I, sect. A, projet de résolution I, et E/2013/SR.47)	14 b)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
2013/27	Préparation et célébration du vingtième anniversaire de l'Année internationale de la famille (E/2013/26, chap. I, sect. A, projet de résolution II, et E/2013/SR.47)	14 b)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
2013/28	Prise en compte systématique de la question du handicap dans les programmes de développement d'ici à 2015 et au-delà (E/2013/26, chap. I, sect. A, projet de résolution III, et E/2013/SR.47)	14 b)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
2013/29	Deuxième cycle d'examen et d'évaluation du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement (E/2013/26, chap. I, sect. A, projet de résolution IV, et E/2013/SR.47)	14 b)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
2013/30	Suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (E/2013/30, chap. I, sect. A, projet de résolution I, et E/2013/SR.47)	14 c)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
2013/31	Renforcement des mesures de prévention du crime et de justice pénale visant à protéger les biens culturels, eu égard en particulier à leur trafic (E/2013/30, chap. I, sect. A, projet de résolution II, et E/2013/SR.47)	14 c)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
2013/32	Assistance technique à apporter en vue de l'application des conventions et protocoles internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme (E/2013/30, chap. I, sect. A, projet de résolution III, et E/2013/SR.47)	14 c)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
2013/33	L'état de droit, la prévention du crime et la justice pénale dans le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 (E/2013/30, chap. I, sect. A, projet de résolution IV, et E/2013/SR.47)	14 c)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Séance d'adoption</i>
2013/34	Stratégies et mesures concrètes types relatives à l'élimination de la violence à l'encontre des enfants dans le contexte de la prévention du crime et de la justice pénale (E/2013/30, chap. I, sect. A, projet de résolution V, et E/2013/SR.47)	14 c)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
2013/35	Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus (E/2013/30, chap. I, sect. A, projet de résolution VI, et E/2013/SR.47)	14 c)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
2013/36	Adoption de mesures contre le meurtre sexiste de femmes et de filles (E/2013/30, chap. I, sect. A, projet de résolution VII, et E/2013/SR.47)	14 c)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
2013/37	Améliorer la qualité et la disponibilité des statistiques sur la criminalité et la justice pénale pour l'élaboration des politiques (E/2013/30, chap. I, sect. B, projet de résolution I, et E/2013/SR.47)	14 c)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
2013/38	Lutte contre la criminalité transnationale organisée et ses éventuels liens avec le trafic illicite de métaux précieux (E/2013/30, chap. I, sect. B, projet de résolution II, et E/2013/SR.47)	14 c)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
2013/39	Coopération internationale en matière de prévention, d'enquêtes, de poursuites et de sanctions concernant la fraude économique et la criminalité liée à l'identité (E/2013/30, chap. I, sect. B, projet de résolution III, et E/2013/SR.47)	14 c)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
2013/40	Mesures de prévention du crime et de justice pénale visant à lutter contre le trafic illicite d'espèces de faune et de flore sauvages protégées (E/2013/30, chap. I, sect. B, projet de résolution IV, et E/2013/SR.47)	14 c)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
2013/41	Mise en œuvre du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes (E/2013/30, chap. I, sect. B, projet de résolution V, et E/2013/SR.47)	14 c)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
2013/42	Principes directeurs des Nations Unies sur le développement alternatif (E/2013/28, chap. I, sect. A, et E/2013/SR.47)	14 d)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
2013/43	Appui apporté aux territoires non autonomes par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies (E/2013/L.24 et E/2013/SR.47)	9	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Séance d'adoption</i>
2013/44	Suivi de la Conférence internationale sur le financement du développement (E/2013/L.33 et E/2013/SR.48)	6 a)	48 <sup>e</sup> séance plénière 26 juillet 2013
2013/45	Instituts de recherche et de formation des Nations Unies (E/2013/L.30/Rev.1 et E/2013/SR.48)	15	48 <sup>e</sup> séance plénière 26 juillet 2013
2013/46	Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 (E/2013/L.21, révisé oralement, et E/2013/SR.48)	6 b)	48 <sup>e</sup> séance plénière 26 juillet 2013

## B. Décisions

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Séance d'adoption</i>
2013/201 A	Élections, présentation de candidatures, confirmation des candidatures et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et organes apparentés	4	2 <sup>e</sup> séance plénière 12 février 2013
2013/201 B	Élections, présentation de candidatures, confirmation des candidatures et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et organes apparentés	4	10 <sup>e</sup> séance plénière 25 avril 2013
2013/201 C	Élections, présentation de candidatures, confirmation des candidatures et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et organes apparentés	4	11 <sup>e</sup> séance plénière 6 mai 2013
2013/201 D	Élections, présentation de candidatures, confirmation des candidatures et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et organes apparentés	1	48 <sup>e</sup> séance plénière 26 juillet 2013
2013/202	Date prévue pour la tenue de la réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social avec les représentants des institutions de Bretton Woods, de l'Organisation mondiale du commerce et de la CNUCED (E/2013/L.1, projet de décision I, et E/2013/SR.4)	2 et 3	4 <sup>e</sup> séance plénière 15 février 2013
2013/203	Date prévue pour la réunion du Conseil économique et social sur la soutenabilité de la dette extérieure et le développement (E/2013/L.1, projet de décision II, et E/2013/SR.4)	2 et 3	4 <sup>e</sup> séance plénière 15 février 2013
2013/204	Date prévue pour la réunion du Conseil économique et social sur la coopération internationale en matière fiscale (E/2013/L.1, projet de décision II, et E/2013/SR.4)	2 et 3	4 <sup>e</sup> séance plénière 15 février 2013

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Séance d'adoption</i>
2013/205	Ordre du jour provisoire de la session de fond de 2013 du Conseil économique et social (E/2013/L.1, projet de décision IV, et E/2013/SR.4)	2 et 3	4 <sup>e</sup> séance plénière 15 février 2013
2013/206	Programme de travail de base du Conseil économique et social pour 2014 (E/2012/L.1, projet de décision V, et E/2013/SR.4)	2 et 3	4 <sup>e</sup> séance plénière 15 février 2013
2013/207	Organisation des travaux de la session de fond de 2013 du Conseil économique et social (E/2013/L.1, projet de décision VI, et E/2013/SR.4)	2 et 3	4 <sup>e</sup> séance plénière 15 février 2013
2013/208	Thème du débat de la session de fond de 2013 du Conseil économique et social consacré aux activités opérationnelles (E/2013/L.1, projet de décision VII, et E/2013/SR.4)	2 et 3	4 <sup>e</sup> séance plénière 15 février 2013
2013/209	Nomination d'un membre supplémentaire du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti (E/2013/L.2 et E/2013/SR.4)	2	4 <sup>e</sup> séance plénière 15 février 2013
2013/210	Responsabilités particulières des membres du Bureau du Conseil économique et social pour la session de fond de 2013 (E/2013/SR.5)	3	5 <sup>e</sup> séance plénière 28 février 2013
2013/211	Thème du débat de la session de fond de 2013 du Conseil économique et social relatif à la coopération régionale (E/2013/L.3 et E/2013/SR.10)	2 et 3	10 <sup>e</sup> séance plénière 25 avril 2013
2013/212	Thème du débat consacré aux affaires humanitaires de la session de fond de 2013 du Conseil économique et social (E/2013/L.4 et E/2013/SR.10)	2 et 3	10 <sup>e</sup> séance plénière 25 avril 2013
2013/213	Réunion du Conseil économique et social concernant le passage de la phase des secours aux activités de développement (E/2013/L.5 et E/2013/SR.11)	2 et 3	11 <sup>e</sup> séance plénière 6 mai 2013
2013/214	Ordre du jour et organisation des travaux pour la session de fond de 2013 du Conseil économique et social (E/2013/100, E/2013/L.7, E/2013/L.8, E/2013/CRP.1, E/2013/84 et E/2013/SR.14)	1	14 <sup>e</sup> séance plénière 1 <sup>er</sup> juillet 2013
2013/215	Documents examinés par le Conseil économique et social concernant la suite donnée aux recommandations générales formulées par l'Assemblée générale et le Conseil et les rapports des Conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et du Programme alimentaire mondial	3 a) et 3 b)	32 <sup>e</sup> séance plénière 12 juillet 2013

Numéro de résolution	Titre	Point de l'ordre du jour	Séance d'adoption
	(A/68/97-E/2013/87, E/2013/94, document à caractère non officiel sur la politique relative à l'évaluation indépendante, à l'échelle du système, des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies, E/2012/35, E/2013/5, E/2013/6, E/2013/14, E/2013/34 (Part I) et Add.1, E/2013/36, E/2013/48, E/2013/L.12 et E/2013/SR.32)		
2013/216	Rapport du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud sur les travaux de sa dix-huitième session (E/2013/SR.32)	3 c)	32 <sup>e</sup> séance plénière 12 juillet 2013
2013/217	Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales (E/2013/32 (Part I), chap. I, projet de décision I, et E/2013/SR.37)	12	37 <sup>e</sup> séance plénière 18 juillet 2013
2013/218	Demande de retrait du statut consultatif (E/2013/32 (Part I), chap. I, projet de décision II, et E/2013/SR.37)	12	37 <sup>e</sup> séance plénière 18 juillet 2013
2013/219	Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2013 (E/2013/32 (Part. I), projet de décision III, et E/2013/SR.37)	12	37 <sup>e</sup> séance plénière 18 juillet 2013
2013/220	Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales (E/2013/32 (Part II), chap. I, projet de décision I, et E/2013/SR.37)	12	37 <sup>e</sup> séance plénière 18 juillet 2013
2013/221	Suspension du statut consultatif des organisations non gouvernementales dont les rapports quadriennaux sont en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil (E/2013/32 (Part II), chap. I, projet de décision II, et E/2013/SR.37)	12	37 <sup>e</sup> séance plénière 18 juillet 2013
2013/222	Rétablissement du statut consultatif des organisations non gouvernementales qui ont présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil (E/2013/32 (Part II), chap. I, projet de décision III, et Corr. I, et E/2013/SR.37)	12	37 <sup>e</sup> séance plénière 18 juillet 2013
2013/223	Retrait du statut consultatif d'organisations non gouvernementales en application de la résolution 2008/4 du Conseil (E/2013/32 (Part II), chap. I, projet de décision IV, et Corr.1, et E/2013/SR.37)	12	37 <sup>e</sup> séance plénière 18 juillet 2013
2013/224	Calendrier et ordre du jour provisoire de la session de 2014 du Comité chargé des organisations non gouvernementales (E/2012/32 (Part II), chap. I, projet de décision V, et E/2013/SR.37)	12	37 <sup>e</sup> séance plénière 18 juillet 2013

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Séance d'adoption</i>
<a href="#">2013/225</a>	Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2013 ( <a href="#">E/2013/32</a> (Part. II), chap. I, projet de décision VI, et <a href="#">E/2013/SR.37</a> )	12	37 <sup>e</sup> séance plénière 18 juillet 2013
<a href="#">2013/226</a>	Documents examinés par le Conseil économique et social concernant l'application et le suivi des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide des Nations Unies et la mise en œuvre des résolutions <a href="#">50/227</a> , <a href="#">52/12 B</a> , <a href="#">57/270 B</a> et <a href="#">60/265</a> de l'Assemblée générale ( <a href="#">A/67/736-E/2013/7</a> , <a href="#">A/68/79-E/2013/69</a> , <a href="#">A/68/73-E/2013/59</a> et <a href="#">E/2013/SR.37</a> )	6 et 8	38 <sup>e</sup> séance plénière 18 juillet 2013
<a href="#">2013/227</a>	Application des résolutions <a href="#">50/227</a> , <a href="#">52/12 B</a> , <a href="#">57/270 B</a> , <a href="#">60/265</a> et <a href="#">61/16</a> de l'Assemblée générale ( <a href="#">E/2013/SR.38</a> )	8	38 <sup>e</sup> séance plénière 18 juillet 2013
<a href="#">2013/228</a>	Documents examinés par le Conseil économique et social concernant le point de l'ordre du jour consacré à la coopération régionale ( <a href="#">E/2013/15</a> et <a href="#">Add.1</a> et <a href="#">2</a> , <a href="#">E/2013/21</a> , <a href="#">E/2013/16</a> , <a href="#">E/2013/17</a> , <a href="#">E/2013/18</a> , <a href="#">E/2013/19</a> , <a href="#">E/2013/20</a> et <a href="#">E/2013/SR.40</a> )	10	40 <sup>e</sup> séance plénière 19 juillet 2013
<a href="#">2013/229</a>	Rapport de la Commission de la science et de la technique au service du développement sur les travaux de sa seizième session et ordre du jour provisoire et documentation de la dix-septième session de la Commission ( <a href="#">E/2013/31</a> , chap. I, sect. B, et <a href="#">E/2013/SR.41</a> )	13 b)	41 <sup>e</sup> séance plénière 22 juillet 2013
<a href="#">2013/230</a>	Documents examinés par le Conseil économique et social concernant les rapports des organes de coordination et projet de programme de travail pour la période 2014-2015 ( <a href="#">A/68/16</a> , <a href="#">E/2013/60</a> , fascicules correspondants du document <a href="#">A/68/6</a> , et <a href="#">E/2013/SR.41</a> )	7 a) et 7 b)	41 <sup>e</sup> séance plénière 22 juillet 2013
<a href="#">2013/231</a>	Pays africains qui sortent d'un conflit( <a href="#">E/2013/L.34</a> et <a href="#">E/2013/SR.42</a> )	7 f)	42 <sup>e</sup> séance plénière 22 juillet 2013
<a href="#">2013/232</a>	Financement de l'action humanitaire dans le système des Nations Unies ( <a href="#">A/67/867</a> , <a href="#">A/67/867/Add.1</a> et <a href="#">E/2013/SR.44</a> )	7	44 <sup>e</sup> séance plénière 23 juillet 2013
<a href="#">2013/233</a>	Rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa cinquante-septième session et ordre du jour provisoire et documentation de sa cinquante-huitième session ( <a href="#">E/2013/27</a> , chap. I, sect. C, et <a href="#">E/2013/SR.46</a> )	14 a)	46 <sup>e</sup> séance plénière 24 juillet 2013

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Séance d'adoption</i>
2013/234	Ordre du jour provisoire révisé de la vingtième session de la Commission du développement durable (E/2013/L.37 et E/2013/SR.46)	13 a)	46 <sup>e</sup> séance plénière 24 juillet 2013
2013/235	Rapport de la Commission de statistique sur les travaux de sa quarante-quatrième session et ordre du jour provisoire et dates de la quarante-cinquième session de la Commission (E/2013/24, chap. I, sect. B, et E/2013/SR.46)	13 c)	46 <sup>e</sup> séance plénière 24 juillet 2013
2013/236	Rapport du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les travaux de sa première session universelle (A/68/25 et E/2013/SR.46)	13 e)	46 <sup>e</sup> séance plénière 24 juillet 2013
2013/237	Rapport de la Commission de la population et du développement sur les travaux de sa quarante-sixième session et ordre du jour de sa quarante-septième session (E/2013/25, chap. I, sect. A, et E/2013/SR.46)	13 f)	46 <sup>e</sup> séance plénière 24 juillet 2013
2013/238	Lieu, dates et ordre du jour provisoire de la treizième session du Comité d'experts de l'administration publique (E/2013/L.29 et E/2013/SR.46)	13 g)	46 <sup>e</sup> séance plénière 24 juillet 2013
2013/239	Dates et ordre du jour provisoire de la neuvième session du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale (E/2013/L.39 et E/2013/SR.46)	13 h)	46 <sup>e</sup> séance plénière 24 juillet 2013
2013/240	Rapport du Forum des Nations Unies sur les forêts sur les travaux de sa dixième session et ordre du jour de sa onzième session (E/2013/42, chap. I, sect. A, et E/2013/SR.46)	13 i)	46 <sup>e</sup> séance plénière 24 juillet 2013
2013/241	Dates et lieu de la onzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts (E/2013/L.35 et E/2013/SR.46)	13 i)	46 <sup>e</sup> séance plénière 24 juillet 2013
2013/242	Rapport de la dix-neuvième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (E/CONF.102/8 et E/2013/SR.46)	13 k)	46 <sup>e</sup> séance plénière 24 juillet 2013
2013/243	Rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa cinquante et unième session et ordre du jour provisoire et documentation de la cinquante-deuxième session (E/2013/26, chap. I, sect. B, et E/2013/SR.47)	14 b)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Séance d'adoption</i>
<a href="#">2013/244</a>	Nomination de membres du Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social ( <a href="#">E/2013/26</a> , chap. I, sect. C, et <a href="#">E/2013/SR.47</a> )	14 b)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
<a href="#">2013/245</a>	Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur la reprise de sa vingt et unième session ( <a href="#">E/2012/30/Add.1</a> , chap. I, et <a href="#">E/2013/SR.47</a> )	14 c)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
<a href="#">2013/246</a>	Amélioration de la gouvernance et de la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime : prorogation du mandat du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime( <a href="#">E/2013/30</a> , chap. I, sect. C, projet de décision I, et <a href="#">E/2013/SR.47</a> )	14 c)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
<a href="#">2013/247</a>	Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à sa vingt-deuxième session et ordre du jour provisoire de sa vingt-troisième session ( <a href="#">E/2013/30</a> , chap. I, sect. C, projet de décision II, et <a href="#">E/2013/SR.47</a> )	14 c)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
<a href="#">2013/248</a>	Rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de la reprise de sa cinquante-cinquième session ( <a href="#">E/2011/28/Add.1</a> , chap. I, sect. A, et <a href="#">E/2012/SR.47</a> )	14 d)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
<a href="#">2013/249</a>	Rapport de la Commission des stupéfiants sur sa cinquante-sixième session et ordre du jour provisoire de sa cinquante-septième session ( <a href="#">E/2013/28</a> , chap. I, sect. B, projet de décision I, et <a href="#">E/2013/SR.47</a> )	14 d)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
<a href="#">2013/250</a>	Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants ( <a href="#">E/2013/28</a> , chap. I, sect. B, projet de décision III, et <a href="#">E/2013/SR.47</a> )	14 d)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
<a href="#">2013/251</a>	Élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés ( <a href="#">E/2013/L.25</a> et <a href="#">E/2013/SR.47</a> )	14 e)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
<a href="#">2013/252</a>	Rapport de l'Instance permanente sur les questions autochtones sur les travaux de sa douzième session ( <a href="#">E/2013/SR.47</a> )	14 h)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
<a href="#">2013/253</a>	Documents examinés par le Conseil économique et social concernant la promotion de la femme, la prévention du crime et la justice pénale, et les droits de l'homme ( <a href="#">E/2013/75</a> , <a href="#">E/2013/80</a> , <a href="#">A/68/55</a> , <a href="#">E/2013/22</a> , <a href="#">E/2013/82</a> et <a href="#">E/2013/SR.47</a> )	14 a), 14 c) et 14 g)	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013

<i>Numéro de résolution</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Séance d'adoption</i>
2013/254	Rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien (A/68/76-E/2013/65 et E/2013/SR.47)	9	47 <sup>e</sup> séance plénière 25 juillet 2013
2013/255	Rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies (E/2013/88 et E/2013/SR.48)	15	48 <sup>e</sup> séance plénière 26 juillet 2013
2013/256	Interruption temporaire de la session de fond de 2013 du Conseil économique et social (E/2013/SR.48)	1	48 <sup>e</sup> séance plénière 26 juillet 2013

## II. Décisions adoptées par le Conseil

### 2013/201 A

#### Élections, présentation de candidatures, confirmation des candidatures et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et organes apparentés

À sa 2<sup>e</sup> séance plénière, le 12 février 2013, le Conseil économique et social a pris les décisions ci-après concernant les sièges vacants au sein de ses organes subsidiaires et de ses organes apparentés :

#### Élections reportées de sessions précédentes

##### Comité d'attribution du prix des Nations Unies en matière de population

Le Conseil a élu le **Qatar** et la **République-Unie de Tanzanie**, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2015, afin de pourvoir des sièges vacants au Comité.

Le Conseil a de nouveau reporté à une date ultérieure l'élection d'un membre parmi les États d'Afrique et d'un membre parmi les États d'Asie et du Pacifique pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2015.

##### Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix

Le Conseil a élu la **République dominicaine** et l'**Éthiopie**, conformément à sa résolution [2012/37](#) du 20 décembre 2012 et [2008/38](#) du 19 décembre 2008, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2014 ou à la date où ces États cesseront d'être membres du Conseil, si celle-ci intervient avant.

## 2013/201 B

### **Élections, présentation de candidatures, confirmation des candidatures et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et organes apparentés**

À sa 10<sup>e</sup> séance plénière, le 25 avril 2013, le Conseil économique et social a pris les décisions ci-après concernant les sièges vacants au sein de ses organes subsidiaires et organes apparentés :

#### **Élections**

##### **Commission de statistique**

Le Conseil a élu les 10 États Membres suivants pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014 : **Angola, Brésil, Cameroun, Fédération de Russie, Italie, Libye, Nouvelle-Zélande et Suède.**

Le Conseil a élu les **Pays-Bas** à un siège resté vacant à la Commission, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2016.

##### **Commission de la population et du développement**

Le Conseil a élu les sept États Membres suivants pour un mandat de quatre ans prenant effet à la 1<sup>re</sup> séance de la quarante-huitième session de la Commission (qui se tiendra en 2014) et venant à expiration à la clôture de la cinquante et unième session de la Commission, en 2018 : **Afrique du Sud, Bénin, États-Unis d'Amérique, Libéria, Pakistan, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Zambie.**

Le Conseil a reporté à une date ultérieure l'élection de trois membres parmi les États d'Asie et du Pacifique, de deux membres parmi les États d'Europe orientale, de trois membres parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes et d'un membre par les États d'Europe occidentale et autres États, pour un mandat de quatre ans prenant effet à la 1<sup>re</sup> séance de la quarante-huitième session de la Commission (qui se tiendra en 2014) et venant à expiration à la clôture de sa cinquante et unième session, en 2018.

Le Conseil a également élu le **Bangladesh**, pour un mandat prenant effet à la 1<sup>re</sup> séance de la quarante-septième session de la Commission (qui s'est tenue en 2013) et venant à expiration à la clôture de sa cinquantième session, en 2017, afin de pourvoir un siège demeuré vacant à la Commission.

Le Conseil a de nouveau reporté à une date ultérieure l'élection d'un membre parmi les États d'Asie et du Pacifique et d'un membre parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes, pour des mandats prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration à la clôture de la quarante-neuvième session de la Commission, en 2016; et d'un membre parmi les États d'Afrique, d'un membre parmi les États d'Asie et du Pacifique et d'un membre parmi les États d'Europe orientale, pour des mandats prenant effet à la 1<sup>re</sup> séance de la quarante-septième session de la Commission (tenue en 2013) et venant à expiration à la clôture de sa cinquantième session, en 2017.

### **Commission de la condition de la femme**

Le Conseil a élu les 12 États Membres suivants pour un mandat de quatre ans prenant effet à la 1<sup>re</sup> séance de la cinquante-neuvième session de la Commission (qui se tiendra en 2014) et venant à expiration à la clôture de sa soixante-deuxième session, en 2018 : **Bangladesh, Congo, El Salvador, Ghana, Guyana, Inde, Kazakhstan, Kenya, République de Corée, République-Unie de Tanzanie, Tadjikistan et Uruguay.**

Le Conseil a reporté l'élection d'un membre parmi les États d'Afrique pour un mandat prenant effet à la 1<sup>re</sup> séance de la cinquante-neuvième session de la Commission (qui se tiendra en 2014) et venant à expiration à la clôture de sa soixante-deuxième session, en 2018.

### **Commission des stupéfiants**

Le Conseil a élu les 20 États Membres suivants pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014 : **Angola, Australie, Belgique, Bénin, Bolivie (État plurinational du), Brésil, Canada, Colombie, Croatie, Cuba, Fédération de Russie, France, Inde, Indonésie, Kazakhstan, Nigéria, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tadjikistan et Togo.**

### **Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication**

Le Conseil a élu la **Côte d'Ivoire** et **Sri Lanka** pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2014 et le **Ghana** pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2015, afin de pourvoir des sièges demeurés vacants au sein du Groupe de travail intergouvernemental.

Le Conseil a de nouveau reporté à une date ultérieure l'élection d'un membre parmi les États d'Asie et du Pacifique et de huit membres parmi les États d'Europe occidentale et autres États, pour des mandats prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2014; et de quatre membres parmi les États d'Asie et du Pacifique, de deux membres parmi les États d'Europe orientale et de deux membres parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes, pour des mandats prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2015.

### **Instance permanente sur les questions autochtones**

Le Conseil a élu les sept membres suivants pour un mandat de trois ans prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014 : Megan **Davis** (Australie), Oliver **Loode** (Estonie), Aisa **Mukabenova** (Fédération de Russie), Joseph Goko **Mutangah** (Kenya), Gervais **Nzoa** (Cameroun), Mohammad Hassani Nejad **Pirkouhi** (République islamique d'Iran) et Alvaro Esteban **Pop Ac** (Guatemala).

Le Conseil a reporté à une date ultérieure l'élection d'un membre parmi les États d'Asie et du Pacifique pour un mandat de trois ans prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

### **Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance**

Le Conseil a élu les 11 États Membres suivants pour un mandat de trois ans prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014 : **Allemagne, Antigua-et-Barbuda, Chine, Estonie, Fédération de Russie, Italie, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Zambie.**

Il a également élu les États Membres ci-après en remplacement des membres du Conseil d'administration qui ont démissionné avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2014 : le **Japon**, pour reprendre le mandat de la Grèce (qui prendra fin le 31 décembre 2014), et la **Nouvelle-Zélande**, pour reprendre le mandat du Canada (qui prendra fin le 31 décembre 2015).

### **Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets**

Le Conseil a élu les 11 États Membres suivants pour un mandat de trois ans prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014 : **Arménie, Chine, Cuba, Équateur, États-Unis d'Amérique, Irlande, Monténégro, Népal, Norvège, Pays-Bas et République-Unie de Tanzanie.**

Il a élu les États Membres ci-après en remplacement des membres du Conseil d'administration qui ont démissionné avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2014 : le **Canada**, pour reprendre le mandat de la Nouvelle-Zélande (qui prendra fin le 31 décembre 2014); la **Belgique**, pour reprendre le mandat du Portugal (qui prendra fin le 31 décembre 2014); la **Suisse**, pour reprendre le mandat du Japon (qui prendra fin le 31 décembre 2015); et la **Finlande**, pour reprendre le mandat de l'Espagne (qui prendra fin le 31 décembre 2015).

### **Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial**

Le Conseil a élu les cinq États Membres suivants pour un mandat de trois ans prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014 : **Burundi, Cuba, Éthiopie, Norvège et Pakistan.**

Le Conseil a reporté à une date ultérieure l'élection d'un membre parmi les États inscrits sur la liste D pour un mandat de trois ans prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

### **Organe international de contrôle des stupéfiants**

Le Conseil a élu Sri **Suryawati** (Indonésie) pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 1<sup>er</sup> mars 2017, afin de pourvoir un poste devenu vacant du fait du décès de Hamid **Ghodse** (République islamique d'Iran).

### **Comité d'attribution du prix des Nations Unies en matière de population**

Le Conseil a élu le **Nigéria** et le **Pakistan** pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2015, afin de pourvoir un siège demeuré vacant au Comité.

### **Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida**

Le Conseil a élu les sept États Membres suivants pour un mandat de trois ans prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014 : **El Salvador, États-Unis d'Amérique, France, Inde, Kazakhstan, République-Unie de Tanzanie et Ukraine.**

Le Conseil a reporté à une date ultérieure l'élection d'un membre parmi les États d'Afrique pour un mandat de trois ans prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains

Le Conseil a élu la **France** et la **Norvège** pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2016, afin de pourvoir des sièges demeurés vacants au Conseil d'administration.

Le Conseil a de nouveau reporté à une date ultérieure l'élection de deux membres parmi les États d'Europe orientale et d'un membre parmi les États d'Europe occidentale et autres États, pour des mandats venant à expiration le 31 décembre 2015; et de deux membres parmi les États d'Europe orientale et de deux membres parmi les États d'Europe occidentale et autres États, pour des mandats venant à expiration le 31 décembre 2016, tous les mandats prenant effet à la date de l'élection.

### **Nominations**

#### **Comité du programme et de la coordination**

Le Conseil a présenté la candidature des cinq États Membres ci-après en vue de leur élection par l'Assemblée générale pour un mandat de trois ans prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014 : **Bénin, Chine, Éthiopie, Haïti et Japon.**

Le Conseil a reporté la présentation de la candidature d'un membre parmi les États d'Afrique et d'un membre parmi les États d'Asie et du Pacifique en vue de leur élection par l'Assemblée générale pour un mandat de trois ans prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

### **2013/201 C**

#### **Élections, présentation de candidatures, confirmation des candidatures et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et organes apparentés**

À sa 11<sup>e</sup> séance plénière, le 6 mai 2013, le Conseil économique et social a pris les décisions ci-après concernant les sièges devenus vacants au sein de ses organes subsidiaires et organes apparentés :

## Élections reportées de sessions précédentes

### Comité du programme et de la coordination

Le Conseil a présenté la candidature des deux États Membres ci-après en vue de leur élection par l'Assemblée générale pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à expiration le 31 décembre 2014 : **États-Unis d'Amérique** et **Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord**.

Le Conseil a de nouveau reporté à une date ultérieure la présentation de la candidature de deux membres parmi les États d'Europe occidentale et autres États, pour des mandats prenant effet à la date de l'élection par l'Assemblée générale et venant à expiration le 31 décembre 2014; d'un membre parmi les États d'Europe occidentale et autres États, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection par l'Assemblée générale et venant à expiration le 31 décembre 2015; et d'un membre parmi les États d'Afrique et d'un membre parmi les États d'Asie et du Pacifique pour un mandat prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

### Instance permanente sur les questions autochtones

En application de la résolution 2000/22 du 28 juillet 2000, le Président du Conseil a nommé les huit membres ci-après à l'Instance permanente pour un mandat de trois ans prenant effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014 : Mariam Wallet Med **Aboubakrine** (Burkina Faso), Kara-Kys **Arakchaa** (Fédération de Russie), Joan **Carling** (Philippines), María Eugenia **Choque Quispe** (État plurinational de Bolivie), Raja **Devashish Roy** (Bangladesh), Dalee Sambo **Dorough** (États-Unis d'Amérique), Edward **John** (Canada) et Valmaine **Toki** (Nouvelle-Zélande).

## 2013/201 D

### Élections, présentation de candidatures, confirmation des candidatures et nominations aux organes subsidiaires du Conseil économique et social et organes apparentés

#### Nomination

##### Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale

À sa 48<sup>e</sup> séance plénière, le 26 juillet 2013, le Conseil économique et social a pris note de la nomination par le Secrétaire général des 25 experts ci-après pour un mandat de quatre ans venant à expiration le 30 juin 2017 : Khalid Abdulrahman **Almuftah** (Qatar), Mohammed Amine **Baina** (Maroc), Bernadette May Evelyn **Butler** (Bahamas), Andrew **Dawson** (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), El Hadji Ibrahima **Diop** (Sénégal), Johan Cornelius **de la Rey** (Afrique du Sud), Noor Azian Abdul **Hamid** (Malaisie), Liselott **Kana** (Chili), Toshiyuki **Kemmochi** (Japon), Cezary **Krysiak** (Pologne), Armando **Lara Yaffar** (Mexique), Wolfgang Karl Albert **Lasars** (Allemagne), Tizhong **Liao** (Chine), Henry John **Louie** (États-Unis d'Amérique), Enrico **Martino** (Italie), Eric Nii Yarboi **Mensah** (Ghana), Ignatius Kawaza **Mvula** (Zambie), Carmel **Peters** (Nouvelle-Zélande), Jorge Antonio Deher **Rachid** (Brésil), Satit **Rungkasiri** (Thaïlande), Pragya S. **Saksena** (Inde), Christoph **Schelling** (Suisse), Stig B. **Sollund** (Norvège), Ingela **Willfors** (Suède) et Ulvi **Yusifov** (Azerbaïdjan).

**2013/202****Date prévue pour la tenue de la réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social avec les représentants des institutions de Bretton Woods, de l'Organisation mondiale du commerce et de la CNUCED**

À sa 4<sup>e</sup> séance plénière, le 15 février 2013, le Conseil économique et social, rappelant sa résolution 2009/30 du 31 juillet 2009, a décidé que sa réunion spéciale de haut niveau avec les représentants des institutions de Bretton Woods, de l'Organisation mondiale du commerce et de la CNUCED se tiendrait au Siège, le 22 avril 2013.

**2013/203****Date prévue pour la réunion du Conseil économique et social sur la soutenabilité de la dette extérieure et le développement**

À sa 4<sup>e</sup> séance plénière, le 15 février 2013, le Conseil économique et social, rappelant la résolution 67/198 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 2012, a décidé que la réunion d'une journée concernant les enseignements tirés des crises de la dette et les activités en cours sur la restructuration de la dette souveraine et les mécanismes de règlement de la dette se tiendrait au Siège le 23 avril 2013, en marge de la réunion spéciale de haut niveau avec les représentants des institutions de Bretton Woods, de l'Organisation mondiale du commerce et de la CNUCED.

**2013/204****Date prévue pour la réunion du Conseil économique et social sur la coopération internationale en matière fiscale**

À sa 4<sup>e</sup> séance plénière, le 15 février 2013, le Conseil économique et social, rappelant sa résolution 2012/33 du 27 juillet 2012, a décidé que la réunion d'une journée concernant la question de la coopération internationale en matière fiscale, y compris les mécanismes institutionnels permettant de promouvoir une telle coopération, se tiendrait au Siège le 29 mai 2013.

**2013/205****Ordre du jour provisoire de la session de fond de 2013 du Conseil économique et social**

À sa 4<sup>e</sup> séance plénière, le 15 février 2013, le Conseil économique et social, ayant examiné son projet de programme de travail de base pour 2013 et 2014<sup>1</sup>, a pris acte de l'ordre du jour provisoire de sa session de fond de 2013<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> E/2013/1.

<sup>2</sup> Ibid., sect. I.

## **2013/206**

### **Programme de travail de base du Conseil économique et social pour 2014**

À sa 4<sup>e</sup> séance plénière, le 15 février 2013, le Conseil économique et social a pris note de la liste des questions à inscrire à son programme de travail pour 2014<sup>3</sup>.

## **2013/207**

### **Organisation des travaux de la session de fond de 2013 du Conseil économique et social**

À sa 4<sup>e</sup> séance plénière, le 15 février 2013, le Conseil économique et social a décidé d'organiser les travaux de sa session de fond de 2013 comme suit :

- a) Le débat de haut niveau se tiendrait du lundi 1<sup>er</sup> juillet au jeudi 4 juillet;
- b) Le débat consacré aux questions de coordination se tiendrait du vendredi 5 juillet au mardi 9 juillet;
- c) Le débat consacré aux activités opérationnelles se tiendrait du mercredi 10 juillet au vendredi 12 juillet;
- d) La réunion informelle conjointe relevant des débats consacrés aux questions opérationnelles et aux affaires humanitaires sur la question de la transition de la phase des secours à celle du développement<sup>4</sup> se tiendrait le matin du lundi 15 juillet;
- e) Le débat consacré aux affaires humanitaires se tiendrait de l'après-midi du lundi 15 juillet au mercredi 17 juillet;
- f) Le débat général se tiendrait du jeudi 18 juillet au jeudi 25 juillet;
- g) Les travaux de la session de fond de 2013 du Conseil s'achèveraient le vendredi 26 juillet.

## **2013/208**

### **Thème du débat de la session de fond de 2013 du Conseil économique et social consacré aux activités opérationnelles**

À sa 4<sup>e</sup> séance plénière, le 15 février 2013, le Conseil économique et social a décidé que le débat de sa session de fond de 2013 consacré aux activités opérationnelles porterait sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la résolution [67/226](#) de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 2012 sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies.

---

<sup>3</sup> Ibid., sect. II.

<sup>4</sup> Résolution [58/114](#) de l'Assemblée générale, par. 6.

**2013/209****Nomination d'un membre supplémentaire du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti**

À sa 4<sup>e</sup> séance plénière, le 15 février 2013, le Conseil économique et social, rappelant ses résolutions [2004/52](#) du 23 juillet 2004, [2005/46](#) du 27 juillet 2005, [2006/10](#) du 26 juillet 2006, [2007/13](#) du 25 juillet 2007, [2008/10](#) du 23 juillet 2008, [2009/4](#) du 23 juillet 2009, [2010/28](#) du 23 juillet 2010 et [2012/21](#) du 26 juillet 2012, ainsi que ses décisions [2004/322](#) du 11 novembre 2004, [2009/211](#) du 20 avril 2009, [2009/267](#) du 15 décembre 2009, [2011/207](#) du 17 février 2011, [2011/211](#) du 26 avril 2011 et [2011/268](#) du 28 juillet 2011, et ayant examiné la lettre, en date du 24 juillet 2012, adressée au Président du Conseil par le Représentant permanent du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies<sup>5</sup>, a décidé de nommer le Représentant permanent du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies membre supplémentaire du Groupe consultatif ad hoc sur Haïti.

**2013/210****Responsabilités particulières des membres du Bureau du Conseil économique et social pour la session de fond de 2013**

À sa 5<sup>e</sup> séance plénière, le 28 février 2013, sur la proposition du Président (Colombie), le Conseil économique et social a décidé que les responsabilités particulières des membres du Bureau pour la session de fond de 2013 se répartiraient comme suit : le Président du Conseil, Néstor Osorio (Colombie) serait chargé d'animer le débat de haut niveau et la séance de clôture de la session de fond de 2013; Daffa-Alla Elhag Ali Osman (Soudan), Vice-Président, serait chargé d'animer le débat consacré aux questions de coordination; Ferit Hoxha (Albanie), Vice-Président, serait chargé d'animer le débat consacré aux activités opérationnelles; Mohammad Masood Khan (Pakistan), Vice-Président, serait chargé d'animer le débat consacré aux affaires humanitaires et Martin Sajdik (Autriche), Vice-Président, serait chargé d'animer le débat consacré aux questions diverses.

**2013/211****Thème du débat de la session de fond de 2013 du Conseil économique et social relatif à la coopération régionale**

À sa 10<sup>e</sup> séance plénière, le 25 avril 2013, le Conseil économique et social a décidé que le thème du débat de la session de fond de 2013 relatif à la coopération régionale serait « Les perspectives régionales concernant le programme de développement pour l'après-2015 ».

---

<sup>5</sup> [E/2012/88](#).

## **2013/212**

### **Thème du débat consacré aux affaires humanitaires de la session de fond de 2013 du Conseil économique et social**

À sa 10<sup>e</sup> séance plénière, le 25 avril 2013, le Conseil économique et social a décidé :

- a) Que le thème du débat consacré aux affaires humanitaires de sa session de fond de 2013 serait « L'avenir des affaires humanitaires : vers une plus grande participation, coordination, interopérabilité et efficacité »;
- b) Qu'il tiendrait deux tables rondes sur les thèmes suivants :
  - i) « Réduire la vulnérabilité, améliorer les capacités et gérer les risques : une démarche de coopération entre acteurs de l'humanitaire et acteurs du développement »;
  - ii) « Promouvoir l'innovation dans les affaires humanitaires pour améliorer les interventions ».

## **2013/213**

### **Réunion du Conseil économique et social concernant le passage de la phase des secours aux activités de développement**

À sa 11<sup>e</sup> séance plénière, le 6 mai 2013, le Conseil économique et social a décidé à propos de la réunion concernant le passage de la phase des secours aux activités de développement que :

- a) Le thème de la réunion serait « Soutenir les priorités nationales au cours du passage de la phase des secours aux activités de développement : l'initiative "Unis dans l'action" de l'ONU »;
- b) La réunion constituerait une activité informelle qui se tiendrait le 15 juillet 2013 au matin;
- c) La réunion prendrait la forme d'une réunion-débat et ne déboucherait sur aucun texte négocié.

## **2013/214**

### **Ordre du jour et organisation des travaux pour la session de fond de 2013 du Conseil économique et social**

À sa 14<sup>e</sup> séance plénière, le 1<sup>er</sup> juillet 2013, le Conseil économique et social a adopté l'ordre du jour de sa session de fond de 2013 ([E/2013/100](#)), approuvé son programme de travail ([E/2013/L.7](#)), pris note de la liste de documents ([E/2013/L.8](#) et [E/2013/CRP.1](#)) pour la session, et approuvé la liste des organisations non gouvernementales ([E/2013/84](#)) dont le Comité chargé des organisations non gouvernementales a recommandé qu'elles soient entendues au titre des points de l'ordre du jour indiqués.

**2013/215**

**Documents examinés par le Conseil économique et social concernant la suite donnée aux recommandations générales formulées par l'Assemblée générale et le Conseil et les rapports des Conseils d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et du Programme alimentaire mondial**

À sa 32<sup>e</sup> séance plénière, le 12 juillet 2013, le Conseil économique et social a pris note des documents ci-après :

a) Rapport du Secrétaire général sur l'analyse du financement des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies pour 2011 ([A/68/97-E/2013/87](#), distribué en anglais seulement);

b) Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution [67/226](#) de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies ([E/2013/94](#), version préliminaire non éditée distribuée comme document non officiel);

c) Note du Secrétaire général sur une politique relative à l'évaluation indépendante, à l'échelle du système, des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies (version préliminaire non éditée distribuée comme document non officiel);

d) Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets ([E/2012/35](#));

e) Rapport de l'Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement et des Directeurs exécutifs du Fonds des Nations Unies pour la population et du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets ([E/2013/5](#));

f) Rapport annuel du Directeur général du Fonds des Nations Unies pour l'enfance au Conseil économique et social ([E/2013/6](#));

g) Rapport annuel du Programme alimentaire mondial pour 2012 ([E/2013/14](#));

h) Rapports du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur les travaux de sa première session ordinaire de 2013 ([E/2013/34](#) ([Part I](#)) et [Add.1](#));

i) Rapport du Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial sur les travaux des première et deuxième sessions ordinaires et de la session annuelle de 2012 ([E/2013/36](#));

j) Note du Secrétariat sur les activités opérationnelles de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ([E/2013/48](#));

k) Extrait du rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur les travaux de sa session annuelle de 2013 : décisions adoptées par le Conseil d'administration à sa session annuelle de 2013 (E/2013/L.12).

## **2013/216**

### **Rapport du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud sur les travaux de sa dix-huitième session**

À sa 32<sup>e</sup> séance plénière, le 12 juillet 2013, le Conseil économique et social a décidé de reporter à sa session de fond de 2014 l'examen du rapport du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud sur les travaux de sa dix-huitième session.

## **2013/217**

### **Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales**

À sa 37<sup>e</sup> séance plénière, le 18 juillet 2013, le Conseil économique et social a décidé :

a) D'octroyer le statut consultatif aux 159 organisations non gouvernementales ci-après :

#### *Statut consultatif spécial*

Acronym Institute

Action of Human Movement

Action solidaire pour un développement entretenu à la base

African Computer and Technology Literacy Awareness Program

Alliance Creative Community Project

Al-Mahdi Institute

American Heart Association

American Medical College of Homeopathy

Amis des étrangers au Togo

Amuta for NGO Responsibility

Anchor of Salvation International Ministries

Archbishop E. Kataliko Actions for Africa « KAF »

Asociación Centro Indígena para el Desarrollo Sostenible

Asociația « Fondul Internațional de Cooperare și Parteneriat al Marii Negre și Marii Caspice »

Associação Novo Encanto de Desenvolvimento Ecológico

Association Al-Biri Charitable (Al-Khaireh)  
Association d'aide à l'éducation de l'enfant handicapé  
Association de Solidarité Aide et Action Enfance Mali « ASAA/EM Jigiya Ton »  
Association for Citizen's Tolerance and Cooperation  
Association for the Advancement of Sustainability in Higher Education  
Association Ibn Sina pour le traitement des malades et sinistrés  
Association pour la promotion de la lutte contre les violences faites aux femmes et la participation au développement de la femme africaine  
Association sénégalaise pour la promotion des énergies renouvelables  
Asylum Access  
Atheist Alliance International  
Barinu Institute for Economic Development  
Befa Women and Child Care Foundation  
Benin Environment and Education Society  
Binaytara Foundation  
Büro zur Umsetzung von Gleichbehandlung  
Carre Geo and Environnement  
Catholic Health Association of India  
Católicas por el Derecho a Decidir, Córdoba  
Center for International Virtual Schooling  
Centre de recherche et d'éducation pour le développement  
Centre for Climate Change and Environmental Study  
Centre for Community Economics and Development Consultants Society  
Chaithanya Samskarika Vedi Chennamangaloor P.O.  
Child Aid Development Foundation International  
Civil Society Platform for Social Protection  
Comité de lutte contre les pandémies pour le développement durable au Cameroun  
Community Education Services Canada  
Community Emergency Response Initiative  
Community Youth Network Program  
Cork Forest Conservation Alliance  
Deutsches Komitee für UN-Women  
Ekap Achi Foundation

Ekta Welfare Society  
Ethics Institute of South Africa  
European Center for Constitutional and Human Rights  
Farmers Educational and Cooperative Union of America  
Fédération des villes moyennes  
Fiorello H. LaGuardia Foundation  
Fondation Mohammed VI pour la recherche et la sauvegarde de l'arganier  
Fondation Nehemie  
Fondation pour les études et recherches sur le développement international  
Foundation for Women  
Friends of the Institute for Strategic Threat Analysis and Response  
Fundación Familias Monoparentales Isadora Duncan  
Fundación Síndrome de Down del Caribe  
Gede Foundation  
Geopolitikai Tanács Közhasznú Alapítvány  
Global Foundation for Democracy and Development  
Globe Vert  
Greener Impact International  
Groupe communication internationale en technologies, cultures et services  
Gwoup Lespwa ak Lavi  
Halley Movement for Social and Community Development  
Humanitaire plus  
Ilitha Labantu  
Inga Foundation  
Institut international pour la paix, la justice et les droits de l'homme  
International Academy of Sciences on Information, Information Procedures  
and Technologies  
International Council for the Day of Vesak  
International Council of Academies of Engineering and Technological Sciences  
International Family Forestry Alliance  
International Relief Friendship Foundation  
International Seafood Sustainability Foundation  
International Services Association  
International Union of Parents and Teachers

Iqtisadi Resurslarin Öyrnilmsi Ictimai Birliyi  
Iranian Vegetable Oil Industries Association  
Iraqi Al-Mortaqa Foundation for Human Development  
Isiziba Community-Based Organisations of South Africa  
Japan Asia Cultural Exchanges  
Japan Center for a Sustainable Environment and Society  
Kenya Healthcare Federation  
Kevoy Community Development Institute  
Kinder in Kenia  
KinderEnergy  
Les rencontres du Mont-Blanc – Forum international de l'économie sociale  
LIGHT Africa  
Mama Zimbi Foundation  
Minnesota Citizens Concerned for Life Education Fund  
MIROSLAVA International Alliance  
Mission des volontaires contre la pauvreté  
Modern Advocacy, Humanitarian, Social and Rehabilitation Association  
Moremi Initiative for Women's Leadership in Africa  
Mosaic  
National Law Center on Homelessness and Poverty  
Negev Coexistence Forum  
Organisation de développement et des droits de l'homme au Cameroun  
Organisation des jeunes pour le monde d'avenir  
Organisation des laïcs engagés du Sacré-Coeur pour le développement de Kimbond  
Organisation internationale pour la sécurité des transactions électroniques  
Organisation internationale pour le développement intégral de la femme  
Outreach Social Care Project  
Peace Corps of Nigeria  
Perfect Union  
Pitirim Sorokin-Nikolai Kondratieff International Institute  
Population Media Center  
Prince Sultan Bin Abdulaziz International Prize for Water  
Prisoners' Legal Service

Pro-Biodiversity Conservationists in Uganda  
Registered Trustees of Pastoralists Indigenous Non-Governmental Trust  
(PINGOs – Forum)  
Rehabilitation Engineering Society of North America  
Réseau national de la jeunesse de Côte d'Ivoire  
Responding To Climate Change  
Ripples International Registered Trustees  
Rokpa International  
School of Environmental Studies Education Foundation  
Science of Spirituality  
Shalupe Foundation  
Sisters Inside  
Social and Healthy Action for Rural Empowerment  
Solidarité pour un monde meilleur  
St. Louis Aquacenter  
Stichting Both Ends  
Stichting Justitia et Pax Nederland  
Strategic Humanitarian Services  
Support for Women in Agriculture and Environment  
Syrian Environment Protection Society  
TOKACF Consul Cabinet Cameroon  
Treasureland Health Builders  
TrustAfrica  
Twekembe Association Centre for Rural Systems and Development  
Umuada Igbo Nigeria  
Under The Same Sun Fund  
Union syndicale des agriculteurs  
United Nations Association of New Zealand  
Vicony's Global Success World  
Volunteers for Africa  
Water Safety Initiative Foundation  
WITNESS  
Women Research Center  
World Faith Inc

World Stroke Organization  
 World Toilet Organisation  
 World Union of Small and Medium Enterprises  
 Yayasan Pendidikan Indonesia  
 Yelen  
 Yoga in Daily Life USA  
 Young Naturalist Network  
 Young Women's Christian Association  
 Youth Affairs Network of Queensland  
 Youth Awareness and Guidance Organisation, Agbarha-Otor  
 Youth for a Child in Christ  
 Youth Net and Counselling  
 Zoï Environment Network

b) De prendre acte du retrait par l'organisation non gouvernementale suivante de sa demande d'admission au statut consultatif :

Coalition mondiale contre la peine de mort

c) De reclasser les trois organisations non gouvernementales suivantes, du statut consultatif spécial au statut consultatif général :

Fundación Global Democracia y Desarrollo

International Institute of Administrative Sciences

Union Internationale des transports routiers

d) De prendre note de la décision du Comité chargé des organisations non gouvernementales de prendre acte du changement de nom des quatre organisations non gouvernementales suivantes :

Fonds E7 pour le développement énergétique durable (spécial, 2000) devient Fonds pour le développement énergétique durable

Tomorrow's Peacekeepers Today (special, 2012) devient Peacebuilding Solutions

UNIFEM Sweden (spécial, 2011) devient UN-Women – Nationell Kommitté Sverige

Youth Crime Watch of Nigeria (spécial, 2010) devient Africa Centre for Citizens Orientation

e) De prendre note que le Comité a pris acte des rapports quadriennaux des 277 organisations non gouvernementales suivantes<sup>6</sup> :

Action Canada pour la population et le développement

Advocates for Human Rights

Africa Humanitarian Action

African Aid Organization

African Canadian Legal Clinic

Agence de développement économique et culturel nord-sud

Aland Islands Peace Institute

Al-Haq

Alliance des femmes arabes

Alliance internationale contre le VIH/sida

Alliance mondiale pour une meilleure nutrition

American Association of University Women

American Civil Liberties Union

American Life League

Art of Living Foundation (Fondation L'art de vivre)

Asia-Japan Women's Resource Center

Asian Forum for Human Rights and Development

Assemblée des femmes pour le développement et la lutte contre l'exclusion sociale

Association d'équipements collectifs La Castellane

Association de coopération de recherche sur le développement

Association de la jeunesse yougoslave contre le sida : Youth of JAZAS

Association de solidarité de la société civile de la mer Noire

Association des familles et des femmes des zones rurales

Association des femmes unies pour le microcrédit

Association internationale contre les expériences douloureuses sur les animaux

Association internationale de la présentation de Marie

Association internationale IUS PRIMI VIRI

Association libanaise pour la protection des handicapés

Association pour la prévention de la torture

---

<sup>6</sup> Les rapports concernent la période 2008-2011, à l'exception de 25 rapports relatifs à la période 2007-2010 et un rapport relatif à la période 2005-2008, comme il est indiqué entre parenthèses après le nom des organisations concernées.

Association régionale des entreprises du secteur du pétrole et du gaz naturel en Amérique latine et dans les Caraïbes

Association Soroptimist International

Association tunisienne des droits de l'enfant

Avocats sans frontières

Bharat Sevashram Sangha

Bischöfliches Hilfswerk Misereor (Association épiscopale d'aide Misereor)

Bochasanwasi Shri Akshar Purushottam Swaminarayan Sanstha

Bureau international catholique de l'enfance

CARE International (2007-2010)

Center for Women's Global Leadership

Centre arabe pour l'indépendance de la justice et des professions juridiques

Centre d'études européennes

Centre de recherche et d'éducation sur l'alcool et la drogue (2007-2010)

Centre de recherche et de réadaptation pour les victimes de la torture

Centre de recherche sociale

Centre de recherche sur le vieillissement

Centre indépendant de recherches et d'initiatives pour le dialogue

Centre national pour le développement durable

Centre palestinien pour les droits de l'homme

Centre pour la justice et le droit international

Centre pour le droit constitutionnel européen : Fondation Thémistocle et Dimitris Tsatsos

Cercle de recherche sur les droits et les devoirs de la personne humaine

Chabad : Réseau international éducatif et culturel juif

Chambre de commerce, d'industrie et de production de la République argentine

Child Family Health International

Children International

China Care and Compassion Society

China Great Wall Society (2007-2010)

China Green Foundation (2007-2010)

CIVICUS : Alliance mondiale pour la participation des citoyens

Climate Institute

Comité des travailleurs japonais pour les droits de l'homme

Commission des églises pour les affaires internationales du Conseil oecuménique des Églises

Commission internationale catholique pour les migrations

Commission juridique pour l'autodéveloppement des peuples autochtones andins – « Capaj » (2007-2010)

Comunicación Cultural

Confédération internationale du soutien à la famille (2007-2010)

Conférence générale des ministères de l'Église méthodiste unifiée

Conférences Pugwash sur la science et les problèmes mondiaux (2007-2010)

Congrégation de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur

Congrès canadien du travail

Congrès des peuples autochtones

Conseil de la recherche sanitaire pour le développement

Conseil de population

Conseil des missions médicales catholiques

Conseil international de l'action sociale

Conseil international de réhabilitation pour les victimes de la torture

Conseil international sur les problèmes de l'alcoolisme et des toxicomanies

Conseil universitaire sur le système des Nations Unies

Coopération finlandaise en faveur de la jeunesse

Coopération internationale japonaise pour le développement communautaire

Cooperazione Internazionale

Coordination française du lobby européen des femmes

Corporation of Opportunity and Jointly Action

December 18 vzw (2007-2010)

Drug Abuse Information Rehabilitation and Research Centre

Dutch Council for Refugees

Earth Society Foundation

Endeavour Forum

Family Action Foundation

Federación de Asociaciones de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos

Federación Estatal de Lesbianas, Gays, Transexuales y Bisexuales

Federatie van Nederlandse Verenigingen tot Integratie van Homoseksualiteit – COC Nederland

Fédération automobile internationale

Fédération de la diversité écologique pour la modernisation de l'agriculture et des droits de l'homme

Fédération des femmes de Hong Kong

Fédération générale des femmes jordaniennes (2007-2010)

Fédération internationale des associations d'apiculture

Fédération internationale des associations multimédias

Fédération internationale des auberges de jeunesse

Fédération internationale des résistants

Fédération internationale pour la planification familiale (Bureau de la région de l'Asie du Sud)

Fédération luthérienne mondiale

Fédération mondiale des anciens combattants

Fédération mondiale pour les études sur le futur (2007-2010)

Federation of Environmental and Ecological Diversity for Agricultural Revampment and Human Rights

Federation of Jain Associations in North America

Femmes Afrique solidarité

Femmes solidaires

Fondation asiatique pour la prévention du crime

Fondation AVSI

Fondation culturelle Baur

Fondation d'assistance juridique aux femmes égyptiennes

Fondation ECPAT International

Fondation Ostad Elahi : éthique et solidarité humaine

Fondation Peter Hesse : solidarité dans le partenariat pour un monde en diversité

Fondation pour l'élimination de la traite des femmes et du travail des enfants (2007-2010)

Fondation pour la culture de la paix

Fondation pour la promotion sociale de la culture

Fondation pour le soutien des Nations Unies

Fondation pour les droits de l'homme et les libertés et le secours humanitaire

Fondation Singamma Sreenivasan (2007-2010)

Fondation turque pour la lutte contre l'érosion du sol, pour le reboisement et pour la protection des habitats naturels

Fondation UMUT

Fonds hachémite jordanien pour le développement humain (2007-2010)  
Fonds international de développement Batani pour les peuples autochtones du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient de la Fédération de Russie  
Fonds mondial pour les femmes (2007-2010)  
Forum asiatique de parlementaires sur la population et le développement  
Forum de la mer Baltique  
Foundation for Subjective Experience and Research  
Fraternité Notre Dame  
Friends Society in Social Service  
Fundação de Assistencia Medica Internacional  
Fundación Global Democracia y Desarrollo  
Fundación Instituto Psicopedagógico Uruguayo  
Fundación para la Libertad "Askatasun Bidean"  
Global 2000 (2010) International  
Global Hand  
Global Policy Forum  
Global Workers Justice Alliance  
Globe Aware  
Globe International (2007-2010)  
God's Harvest Foundation  
GOI Peace Foundation  
Good Neighbours International  
Gran Fraternidad Universal  
Hebrew Immigrant Aid Society  
Help Handicapped International  
Hope Worldwide  
Human Lactation Center  
Human Rights Watch (2005-2008)  
Humane Society of the United States  
Indian Social Institute  
Initiative sous-régionale est-africaine pour la promotion des femmes  
Institut catholique des relations internationales  
Institut de développement social international  
Institut des études des sciences cognitives (2007-2010)

Institut général de recherche sur la Convention relative aux droits de l'enfant

Institut ibéro-américain de droit aéronautique et spatial et d'aviation commerciale

Institut interaméricain de statistique (IIS)

Institut international des droits de l'homme, de l'environnement et du développement

Institut International des sciences politiques

Institut pour la politique de l'agriculture et du commerce

Institute for Multicultural Communications, Cooperation and Development

Institute for the Development in Education, Arts and Leisure

Institute of Marine Engineering, Science and Technology

Institute of Social Studies Trust

International Buddhist Relief Organization

International Council on Alcohol and Addictions

International Harm Reduction Association (2007-2010)

International Lactation Consultant Association

International Native Tradition Interchange

International NGO Forum on Indonesian Development

International Police Association

Isis : Service féminin international d'information et de communication

Islamic Women's Institute of Iran

Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice delle Salesiane di Don Bosco

Jamaican Association on Mental Retardation (2007-2010)

Jeunesse horizon

Joan B. Kroc Institute for Peace and Justice

Kenya Alliance for the Advancement of Children

Kindernothilfe (aide d'urgence à l'enfance)

Legal Advisory Office for Popular Organizations

Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté

Maryam Ghasemi Educational Charity Institute (2007-2010)

Match International Centre

Médecins du monde (international)

Minority Rights Group

Missions agricoles

Mother Child Education Foundation  
Mother's Union  
Mouvement international contre toutes les formes de discrimination  
et de racisme  
Mouvement international d'apostolat des milieux sociaux indépendants  
Mouvement mondial des mères international  
Mukono Multi-purpose Youth Organisation  
Myochikai (Fondation Arigatou)  
National Alliance of Women's Organizations (2007-2010)  
National Association for the Advancement of Colored People (2007-2010)  
National Association of Negro Business and Professional Women's Clubs  
National Council of Women of Great Britain  
National Space Society  
Nature Conservancy  
New Future Foundation  
NGO Health Committee  
Observatoire social de Genève  
Okedongmu Children in Korea  
Ordre des avocats de Paris  
Organisation de Bender Djedid pour le développement socio-économique  
Organisation mondiale des experts-conseils arbitres  
Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la  
coopération économique internationale  
Organisation zoroastrienne des femmes (2007-2010)  
Partenariat pour l'environnement des peuples autochtones  
Partnership for Global Justice  
Peace Education Foundation  
People to People  
People with Disabilities Uganda  
People's Solidarity for Participatory Democracy  
Plateforme pour le développement durable des Caraïbes  
Pos Keadilan Peduli Ummat  
Première ligne : Fondation internationale pour la protection des défenseurs des  
droits de l'homme  
Project One

Rehab Group

Réseau d'organisations non gouvernementales de la Trinité-et-Tobago pour la promotion de la femme

Réseau européen des femmes agents de police

Réseau international pour la prévention de la maltraitance des personnes âgées (2007-2010)

Réseau malien des journalistes pour la lutte contre la corruption et la pauvreté

Right to Play

Roma Centre for Social Intervention and Social Studies

Rural Africa Water Development Initiative

Saratoga Foundation for Women Worldwide

Shinji Shumeikai

Ship and Ocean Foundation

SIDA Information suisse

Sister to Sister International

Smile of the Child

Social Action Forum for Manav Adhikar

Social Service Agency of the Protestant Church in Germany

Société égyptienne de lutte contre le sida

Société pour la protection et l'assistance aux personnes socialement désavantagées

Society of Catholic Medical Missionaries

Society Studies Centre

South Asia Partnership International

Stichting Rutgers WPF

Stree Atyachar Virodhi Parishad

Stree Mukti Sanghatana (2007-2010)

Sustain US

Talented Girl Students Trust

Union internationale des huissiers de justice et officiers judiciaires

Union internationale humaniste et laïque

United Nations Association for Science and Technology

United Nations Association of China

Universal Networking Digital Language Foundation

Universal Peace Federation

Vikash  
Virginia Gildersleeve International Fund  
VIVAT International  
Volontari nel Mondo  
War Veterans Committee  
Winrock International Institute for Agricultural Development  
Women and Modern World Centre  
Women Organizing for Change in Agriculture and Natural Resource Management  
Women's Action Group (2007-2010)  
Women's Association of Macau  
Women's Consortium of Nigeria  
Women's Health and Education Organization  
Won-Buddhism Women's Association  
Woods Hole Research Center  
Word of Life Christian Fellowship  
World Council of Independent Christian Churches  
World Human Dimension  
World of Hope International  
World Vision International  
World Wide Fund for Nature International (Fonds mondial pour la nature)  
World Youth Alliance  
World Youth Foundation  
WorldWIDE Network Nigeria: Women in Development and Environment  
Yachay Wasi  
Youth for Unity and Voluntary Action  
Zayed International Prize for the Environment

f) De prendre note de la décision du Comité de clore, sous réserve du droit de renouveler la demande, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par les 15 organisations non gouvernementales ci-après, qui n'ont pas répondu aux questions posées par le Comité en dépit de trois rappels effectués au cours de deux sessions consécutives :

350.org

Al Tajdeed Cultural Social Society

Alternatives, réseau d'action et communication pour le développement international

American Library Association  
Association des industries de l'énergie solaire  
Bridging the Gulf  
Canadian Shooting Sports Association  
Care Continuum Alliance  
Environmental Justice Foundation Charitable Trust  
Isfahan Association for Protection of Human Rights  
Jerusalem Legal Aid and Human Rights Center  
Physicians Committee for Responsible Medicine  
Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme  
World Pulse Voices  
Zeitgeist – l'esprit du temps

### **2013/218**

#### **Demande de retrait du statut consultatif**

À sa 37<sup>e</sup> séance plénière, le 18 juillet 2013, Le Conseil économique et social a pris note de la demande de retrait du statut consultatif de l'organisation non gouvernementale suivante :

Rural Women Empowerment and Life Improvement Association

### **2013/219**

#### **Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2013**

À sa 37<sup>e</sup> séance plénière, le 18 juillet 2013, Le Conseil économique et social a pris note du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2013.

### **2013/220**

#### **Demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales**

À sa 37<sup>e</sup> séance plénière, le 18 juillet 2013, le Conseil économique et social a décidé :

a) D'accorder le statut consultatif spécial aux 161 organisations non gouvernementales ci-après :

Aboriginal and Torres Strait Islander Corporation Family Violence Prevention and Legal Service (Victoria)

Action for Peace through Prayer and Aid  
Action Secours Ambulance  
Aequalia  
Africa Peace Forum  
African Artists for Development  
African Palliative Care Association  
AIDS Vaccine Advocacy Coalition  
Akademsko Drustvo za Medunarodne Odnose  
Alliance œcuménique « Agir ensemble »  
Almanar Voluntary Organization  
Alsalam Foundation  
American Diabetes Association  
Arab African American Womens' Leadership Council  
Asociación Gilberto  
Asociación HazteOir.org  
Associação Brasileira de Celulose e Papel  
Association camerounaise pour la prise en charge de la personne âgée  
Association for Protection of Refugee and Internally Displaced Women and Children  
Association for the Integrated Development-Comilla  
Association internationale des médecins pour la promotion de l'éducation et de la santé en Afrique  
Association mouvement pour la défense de l'humanité et abolition de la torture  
Association pour le développement des initiatives citoyennes et européennes  
Association Tierra Incógnita  
Association togolaise d'étude, de recherche et d'appui au développement humain durable  
Association trait d'union des jeunes burkinabé  
Assyrian Universal Alliance Americas Chapter  
Auspice Stella  
Australian Lesbian Medical Association  
Autre vie  
Bangladesh Rural Advancement Committee  
Centro Integrado de Estudos e Programas de Desenvolvimento Sustentável  
Centro Mexicano de Derecho Ambiental

Centro Panafricano Kituo Cha Wanafrika  
China Soong Ching Ling Foundation  
Collectif des femmes africaines du Hainaut  
Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos  
Commission on Voluntary Service and Action  
Community Awareness Raising and Advocacy Ventures Around Needs  
Community Research and Development Centre  
Competitiveness Company  
Consortium Congo Development  
Contact Base  
Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas  
Corporación Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad  
Corporación Red Nacional de Mujeres Comunes, Comunitarias, Indígenas y Campesinas de la República de Colombia  
Corporativa de Fundaciones  
Drug Abuse Prevention Centre  
Eakok Attomanobik Unnayan Sangstha  
Earthquakes and Megacities Initiative  
Eastern Alliance for Safe and Sustainable Transport  
Écoforum des organisations non gouvernementales d'Ouzbékistan  
Educació per a l'Acció Crítica  
Equal Right to Life  
European Window Film Association  
Family and Life  
Family Educational Services Foundation  
Femienza Kenya  
Fondation Access Bangladesh  
Fondation Barka  
Fondation Conserve Africa  
Fondation Heartbeat International  
Fondation Nature et Vie  
Fondation pour le dialogue des civilisations  
Forum des jeunes et élèves (étudiants) camerounais pour la paix  
Foundation for Autism Support and Training

Foundation for Responsible Media  
Freann Financial Services  
Friends of the Global Fund Africa  
Fundación DARA Internacional  
Global Campaign for Climate Action  
Global Environment and Technology Foundation  
Global Health and Awareness Research Foundation  
Global Political Trends Center  
Global Race Against Poverty and HIV/AIDS in Nigeria  
Global Welfare Association  
Global Wind Energy Council  
Groupe d'action pour la protection et la promotion de la flore et la faune  
Groupe d'économie solidaire du Québec  
HEDA Resource Centre  
Help A Child Africa  
Homosexuelle Initiative Wien  
Human Rights Network (HURINET)  
Ideal World Foundation  
Imam Mahdi Association of Marjaeya  
Impacto  
Indian Dreams Foundation  
Institute for Conflict Transformation and Peacebuilding  
Institute for Economic Strategies  
Institute for Practical Idealism  
Integrated Development Services  
Inter-Faith Vision Foundation Cameroon  
International Association for the Advancement of Innovative Approaches to  
Global Challenges  
International Association for the Advancement of Space Safety  
International Federation of Hard of Hearing Young People  
Islamic Foundation  
Jeunes volontaires pour l'environnement  
John Dau Foundation  
Jordanian Women's Union

---

Karabakh Foundation  
Lawyers for Lawyers  
Leprosy Mission International  
Lift Up Care Foundation  
Living Bread International Church  
Maasai Youth Outreach Organization  
Medical Emergency Relief International  
Merciful Assistance Foundation  
Merry Year Foundation  
Montage Initiative  
Moorish Holy Temple of Science/Moorish Science Temple  
Mothers Legacy Project  
Network for Women's Rights in Ghana  
NeuroCare Ethiopia  
Observatorio Regional para la Mujer de América Latina y el Caribe  
Omega Research Foundation  
Organization for Gender, Civic Engagement and Youth Development  
People's Development Initiatives  
Per Ankh  
Prevention Association of Social Harms  
Rede Latino Americana de Organizações Não Governamentais de Pessoas com Deficiência e Suas Famílias  
Reforestamos México  
Religious of the Sacred Heart of Mary  
Rescue and Hope  
Rockefeller Foundation  
Rosa-Luxemburg-Stiftung – Gesellschaftsanalyse und politische Bildung  
Royal Academy of Science International Trust  
Rural Health Care Foundation  
Sadguru Sadafaldeo Vihangam Yoga Sansthan  
Scholars at Risk Network  
Scouts du Niger  
Shikhar Chetna Sangathan  
Shushilan

Society for the Policing of Cyberspace  
Society of Iranian Women Advocating Sustainable Development of Environment  
Somali Help-Age Association  
Soroptimist International Great Britain and Ireland  
South Asia Partnership Pakistan  
Stichting Coalition for Work with Psychotrauma and Peace  
streetfootballworld  
Suomen YK-liitto Ry  
Support Home of God Project  
Susan G. Komen Breast Cancer Foundation  
Sustainable Development Institute  
Sustainable Rural Community Development Organization  
Technical Centre for Fine Art and Computer Studies  
Türkiye Isadamlari ve Sanayiciler Konfederasyonu  
Türkiye Yesilay Cemiyeti (Green Crescent)  
U.S. Azeris Network  
Vance Center  
Women Awareness Center Nepal  
Women Empowerment Literacy and Development Organization  
Women in Alternative Action  
World Hepatitis Alliance  
World Kabaddi Federation  
World Public Forum – Dialogue of Civilizations  
Worldwide Coalition for Peace  
Yogaathma Foundation  
Young Power in Social Action  
Youngstars Foundation International  
Youth Alliance for Leadership and Development in Africa  
Youth Path Organisation

b) De reclasser l'organisation non gouvernementale suivante, qui avait le statut consultatif spécial, en lui octroyant le statut consultatif général :

Société mondiale pour la protection des animaux

c) De noter que le Comité a décidé de prendre note du changement de dénomination de l'organisation non gouvernementale suivante :

Comité national UNIFEM (Japon) (statut consultatif spécial, 2007) en Comité japonais pour ONU-Femmes

d) De noter que le Comité a pris acte des rapports quadriennaux des 112 organisations non gouvernementales ci-après<sup>7</sup> :

Académie des sciences minières

Académie internationale des sciences de l'écologie et de la protection de la vie

Africa and Middle East Refugee Assistance (2007-2010)

Africa-America Institute (2007-2010)

African Peace Network

Akina Mama Wa Afrika (2007-2010)

Alliance mondiale pour l'allaitement maternel

American Correctional Association (2007-2010)

American Indian Law Alliance (2007-2010)

American Planning Association

American Psychological Association

Arcidonna Onlus

Asian Women in Cooperative Development Forum

Asian-Pacific Resource and Research Centre for Women

Association des volontaires pour l'assistance au développement en Guinée (2007-2010)

Association for Solidarity with Freedom-Deprived Juveniles (2007-2010)

Association genevoise pour l'alimentation infantile

Association haïtienne d'aide aux enfants nécessiteux et au relèvement des communes de l'Artibonite

Association intermodale européenne

Association internationale de droit pénal

Association internationale des affaires correctionnelles et pénitentiaires pour l'avancement des services correctionnels professionnels (2007-2010)

Association internationale des études et recherches sur l'information et la communication

Association Internationale des Soldats de la Paix (2007-2010)

Association internationale pour l'aide aux prisonniers

Association internationale pour la démocratie en Afrique

Association internationale pour la protection de la propriété intellectuelle

<sup>7</sup> Sur ces 112 organisations non gouvernementales, 81 ont présenté des rapports sur la période 2008-2011 et 31 sur la période 2007-2010; cette indication figure entre parenthèses après le nom de l'organisation.

Association mondiale des grandes métropoles  
Association mondiale des guides et des éclaireuses  
Association tunisienne de la communication et des sciences spatiales  
CARAM Asie Berhad  
Centre Carter  
Centre égyptien pour les droits des femmes (2007-2010)  
Centre for Human Rights and Peace Advocacy  
Centre international pour les enfants disparus et exploités  
Centro de Investigación para la Acción Femenina  
Cesvi Fondazione (Part II)  
Child Welfare League of America  
Coalition gaie et lesbienne du Québec (2007-2010)  
Comité international paralympique  
Comité pour les relations internationales de jeunesse  
Commission arabe des droits humains  
Community and Family Services International  
Confédération colombienne des ONG (2007-2010)  
Conseil arabe pour l'enfance et le développement (2007-2010)  
Conseil international du droit de l'environnement  
Conseil mondial de l'énergie  
Conseil norvégien pour les réfugiés  
Conseil paneuropéen de certification forestière  
Development Promotion Group  
Enviroic Foundation International  
Fédération canadienne pour l'agriculture  
Fédération internationale des industries consommatrices d'énergie (2007-2010)  
Fédération internationale des ligues des droits de l'homme  
Fédération internationale des malentendants  
Fédération mondiale de psychothérapie (2007-2010)  
Fondation de bienfaisance Al Zubair  
Fondation Guilé (2007-2010)  
Fondation Mohammed V pour la solidarité  
Fondation pour l'enfant et la famille

Fondazione Giovanni e Francesca Falcone  
Fonds E7 pour le développement énergétique durable  
Fund for Women in Asia  
Fundación Antonio Restrepo Barco  
Globetree (2007-2010)  
Guyana Responsible Parenthood Association  
Habitat for Humanity International (2007-2010)  
Human Relief Foundation (2007-2010)  
Hunter College Center for Community and Urban Health  
Indigenous Peoples Survival Foundation  
Institut Alan Guttmacher  
Institut caritatif pour la protection des victimes sociales  
International Alert (2007-2010)  
International Association « ZNANIE »  
International Family Therapy Association (2007-2010)  
International Longevity Center (2007-2010)  
International School Psychology Association  
IT for Change  
Japan Fellowship of Reconciliation (2007-2010)  
Les enfants de Frankie  
Malaysian Medical Relief Society (2007-2010)  
Médecins sans frontières (international)  
Movimiento Cubano por la Paz y la Soberanía de los Pueblos  
National Bar Association (2007-2010)  
National Coalition to Abolish the Death Penalty  
Nigerian Army Officers' Wives Association  
Organisation japonaise de coopération internationale pour la planification familiale  
Organisation mondiale de la famille  
Peace Parks Foundation  
Press Council  
Red de Educación Popular entre Mujeres  
Réseau arabe pour l'environnement et le développement  
Réseau chinois d'ONG pour les échanges internationaux

Réseau de développement et de communication de la femme africaine  
Réseau mondial des écovillages  
Rural Litigation and Entitlement Kendra  
Sierra Gorda Ecological Group  
Société chinoise pour la promotion du programme Guangcai  
Société chinoise pour le développement durable  
Society for the Protection of the Rights of the Child  
Solar Cookers International  
Sudan Council of Voluntary Agencies  
Union Arabischer Mediziner in Europa  
Union de l'action féminine (2007-2010)  
Union nationale des associations de protection de la maternité, de l'enfance et de la famille (2007-2010)  
Victim Support Europe (2007-2010)  
Vie Montante Internationale  
Voices of African Mothers  
Wales Assembly of Women (2007-2010)  
Woïyo Kondeye (2007-2010)  
Women in Media and Entertainment  
Women's Association for a Better Aging Society  
World Rehabilitation Fund (2007-2010)

e) De clore, sous réserve du droit de renouveler la demande, l'examen de demandes d'admission au statut consultatif présentées par les 45 organisations ci-après, qui n'ont pas répondu aux questions posées par les membres du Comité en dépit de trois rappels effectués au cours de deux sessions consécutives :

Association Al-Damir pour le soutien aux prisonniers et la défense de leurs droits fondamentaux  
Alliance for Reproductive Health Rights  
Arab Forum for Environment and Development  
Associação Brasileira das Indústrias de Óleos Vegetais  
Association of American Geographers  
Ballerina Management Institute  
Caputo Children's Fund  
Carbon War Room Corporation  
Centre for Social Transformation and Human Development

---

Coastal Association for Social Transformation Trust  
Consumer Goods Forum  
Dialogue International Kapiri-Mposhi District  
Eliezah Foundation Initiative Uganda  
Environmental Law Institute  
Family Health Development Organization  
Fundo Brasileiro para a Biodiversidade  
Global Forum on Human Settlements  
Good Hands  
Hasaan Foundation  
Health Global Access Project  
Helping Hands International Foundation Inc.  
Heritage Foundation  
Human Rights Foundation  
Instituto Ethos de Empresas e Responsabilidade Social  
International Coalition against War Criminals – Norway  
International Society for Ecological Economics  
Last Hope International  
Lawyers' Committee for Civil Rights Under Law  
Maan Television Network  
National Muzzle Loading Rifle Association  
New Vision International  
Oikos – Stiftung für Oekonomie und Oekologie  
Organisation pour la femme et le développement  
Prime Educational and Social Trust  
Raynault Foundation  
Rural Peoples Sangham  
Sierra Leone Relief and Development Outreach  
Solicitors' International Human Rights Group  
Spread Wings Non-Governmental Organization for Children  
Stichting Global March Against Child Labour  
Sudanese Mothers for Peace  
Trustees of Tufts College  
Union of Palestinian Non-Governmental Organizations

Yadgar Welfare Society

Youth Service America

f) De prendre acte du retrait par l'organisation non gouvernementale ci-après de sa demande :

Curia Generalizia dei Marianisti

## **2013/221**

### **Suspension du statut consultatif des organisations non gouvernementales dont les rapports quadriennaux sont en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil**

À sa 37<sup>e</sup> séance plénière, le 18 juillet 2013, le Conseil économique et social, ayant confirmé, à la reprise de sa session en mai 2013, que le Secrétariat avait rappelé aux organisations non gouvernementales qui n'avaient pas présenté leurs rapports quadriennaux qu'elles étaient tenues d'établir des rapports, leur avait expliqué les conséquences du non-respect de cette obligation après le 1<sup>er</sup> mai 2013 et avait fait suivre les derniers rappels aux missions permanentes des États Membres dans lesquels ces organisations étaient domiciliées, a décidé, en application des dispositions de sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, de suspendre immédiatement, pour une durée d'une année, le statut consultatif des 154 organisations suivantes, et prié le Secrétariat d'en aviser les intéressées.

Académie internationale d'astronautique

Action pour le développement de l'agriculture et de la pêche avec protection environnementale de Likende

Actions on Gender, Citizenship and Development

Admiral Family Circle Islamic Community

Ahmedabad Women's Action Group

Airline Ambassadors International

All About Social, Economic, Educational Rights Foundation

All India Shah Behram Baug Society for Scientific and Educational Research

Alliance for Marriage

Alliance forestière de la Colombie Britannique

Alliance réformée mondiale

American Society for Training and Development

Annai Educational Society

Asociación Internacional de Presupuesto Público

Assemblée parlementaire de la Francophonie

Association algérienne d'alphabétisation

Association Coeur africain  
Association Femmes et développement  
Association for Sustainable Community Development  
Association François-Xavier Bagnoud  
Association internationale d' habitat rural  
Association Internationale des Avocats de la Défense  
Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille  
Association iranienne de solidarité féminine  
Association jeunesse action développement  
Association nationale de volontariat TOUIZA  
Association nationale des femmes universitaires de Roumanie  
Association of Organizations for Social and Educational Assistance  
Association roumaine des jeunes pour les Nations Unies  
Association Tunisie-Méditerranée pour le développement durable  
Association tunisienne de lutte contre les MST/SIDA  
Association tunisienne de prévention de toxicomanie  
Association tunisienne des auberges et tourisme de jeunes  
Association tunisienne des femmes démocratiques  
Association VERSeau Développement  
Avocats sans frontières (France)  
Catholic Daughters of the Americas  
Center for International Rehabilitation  
Center for Victims of Torture.  
Centre béninois pour le développement des initiatives à la base  
Centre d'information et de formation sur les droits de l'homme  
Centre de recherches tribales de Jigyansu  
Centre des services de développement  
Centre for the Study of Administration of Relief  
Centro de Información y Educación para la Prevención del Abuso de Drogas  
Chernobyl Union International  
Child Rights Action Coalition  
Chintan Environmental Research and Action Group  
Collectif des organisations des jeunes solidaires du Congo – Kinshasa  
Colonie des pionniers de développement

Comité de apoyo a los trabajadores agrícolas  
Comité national d'entraide de la jeunesse et de l'enfance  
Computer Professionals for Social Responsibility  
Confédération syndicale mondiale de l'enseignement  
Conférence chrétienne d'Asie  
Conseil national des femmes thaïlandaises  
Corporación chilena pro derechos de los niños y los jóvenes  
Dogal Hayati Koruma Derneği: Société pour la protection de la nature  
Droit à l'énergie SOS futur  
DrugScope  
Earthcorps  
Environnement et développement du tiers monde  
Fédération des associations européennes de motocyclistes  
Fédération des organisations non-gouvernementales du Sénégal  
Fédération des Turcs des Balkans et des associations pour les immigrés  
Fédération européenne des étudiants âgés aux universités  
Fédération internationale d'astronautique  
Fédération internationale des ouvriers sur métaux  
Fondation Alulbayt  
Fondation connaissance et liberté  
Foundation for Human Rights Initiative  
Foundation Partners for Local Development  
Fundación « 8 de Marzo » para la Promoción de Mujeres y Jóvenes  
Fundación Guayasamín  
Fundación Huancavilca  
Fundación Proyecto de Paz Mundial  
Geriatrics Care Foundation of Pakistan  
Global Action Plan International  
Global Fund for Children  
Gorakhpur Environmental Action Group  
Green Front of Iran  
Health for Humanity  
Hudson Institute  
India Vision Foundation

Initiative citoyenne ¡Basta Ya!  
Institut africain pour la démocratie  
Institut de la vie  
Institut de recherche pour l'amélioration de la vie des femmes  
Institut latino-américain du fer et de l'acier  
Institut pour le dialogue interconfessionnel  
Institut thaïlandais de l'environnement  
Institute for Environment and Development Studies  
International Centre for Study and Development  
International Children's Dream Foundation  
International Council of Prison Medical Services  
ISIS International  
Islamic Centre of England  
Ittijah – Union des associations locales arabes  
Junior Achievement Worldwide  
Kenya Medical Women's Association  
Knights of the Southern Cross  
Lay Movement for Latin America  
Learning and Development Kenya  
Ligue burundaise des droits de l'homme  
Ligue pour l'éducation de la femme et de l'enfant  
Links Incorporated  
Lokmanya Public Charitable Trust  
Mahila Dakshata Samiti  
Morality in Media  
Mountain Institute  
Mountain Women Development Organization  
Mouvement citoyen pour la justice environnementale  
National Coalition for Haitian Rights  
National Women's Studies Association  
Network of Human Development  
Nigeria-Togo Association  
Non-Governmental Organizations Coordinating Committee  
NRO Frauenforum Entwicklungspolitisches Netzwerk

Odhikar  
One World International  
One World Trust  
Organisation mondiale Agudas Israël  
Organisation mondiale des anciens et anciennes élèves de l'éducation catholique  
Organisation mondiale pour l'éducation, la science et le développement  
Organisation pour la promotion et la protection des droits de la femme et de l'enfant au Burundi  
Peaceways: Young General Assembly  
Physicians for Peace  
Planetary Association for Clean Energy  
Radin Institute for Family Health Education and Promotion  
Reach the Children  
Rehabilitation and Development Organization for Landless  
Relief International  
Rencontres : International Association of French-speaking Anglicans and Episcopalians  
Réseau africain de la jeunesse pour le développement durable  
Réseau consultatif pour les stratégies d'Information en Afrique  
Russian Public Movement For Civil Rights  
Santé de la reproduction pour une maternité sans risque  
School of Human Genetics and Population Health  
Scouts tunisiens  
Service for Peace  
Société caritative pour la protection sociale  
South-North Development Initiative  
Together Foundation for Global Unity  
Turtle Island Restoration Network  
Union des associations féminines du Koweït  
Union des banques arabes  
Vision mondiale Canada  
Voluntary Action Network India  
W. Haywood Burns Environmental Education Center  
Women Action

Women Cultural Social Society  
 Women's Rights Association against Discrimination  
 Women's Rights Movement of the Philippines  
 Women's Shadow Parliament – Kenya

**2013/222**

**Rétablissement du statut consultatif des organisations non gouvernementales qui ont présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil**

À sa 37<sup>e</sup> séance plénière, le 18 juillet 2013, le Conseil économique et social a décidé, conformément à sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, et rappelant sa décision 2012/222 du 23 juillet 2012, de réadmettre au statut consultatif les 44 organisations non gouvernementales ci-après, qui ont présenté leurs rapports quadriennaux :

Africa and Middle East Refugee Assistance  
 Africa-America Institute  
 Akina Mama Wa Afrika  
 American Correctional Association  
 American Indian Law Alliance  
 Association des volontaires pour l'assistance au développement en Guinée  
 Association for Solidarity with Freedom-Deprived Juveniles  
 Association internationale des affaires correctionnelles et pénitentiaires pour l'avancement des services correctionnels professionnels  
 Association Internationale des Soldats de la Paix  
 Center for Alcohol and Drug Research and Education  
 Centre égyptien pour les droits des femmes  
 Coalition gaie et lesbienne du Québec  
 Comisión Jurídica para el Autodesarrollo de los Pueblos Originarios Andinos « Capaj »  
 Confédération colombienne des ONG  
 Conférences Pugwash sur la science et les problèmes internationaux  
 Conseil arabe pour l'enfance et le développement  
 Décembre 18 vzw  
 Fédération internationale des industries consommatrices d'énergie  
 Fédération mondiale de psychothérapie  
 Fondation Guilé

Fondation pour l'élimination de la traite des femmes et du travail des enfants  
Fonds Mondial pour les Femmes  
GLOBE International  
Globetree  
Habitat for Humanity International  
Human Relief Foundation  
International Alert  
International Family Therapy Association  
International Harm Reduction Association  
International Longevity Center  
Japan Fellowship of Reconciliation  
Malaysian Medical Relief Society  
National Alliance of Women's Organizations  
National Bar Association  
Réseau international pour la prévention de la maltraitance des personnes âgées  
Union de l'action féminine  
Union nationale des associations de protection de la maternité, de l'enfance et de la famille  
Victim Support Europe  
Wales Assembly of Women  
Woïyo Kondeye  
Women's Action Group  
World Futures Studies Federation  
World Rehabilitation Fund  
WorldWIDE Network Nigeria: Women in Development and Environment

### **2013/223**

#### **Retrait du statut consultatif d'organisations non gouvernementales en application de la résolution 2008/4 du Conseil**

À sa 37<sup>e</sup> séance plénière, le 18 juillet 2013, le Conseil économique et social, ayant confirmé à la reprise de sa session, en mai 2013, que le Secrétariat avait rappelé aux organisations non gouvernementales qui n'avaient toujours pas présenté leurs rapports quadriennaux et dont le statut avait été suspendu par le Conseil économique et social en application de sa décision [2012/222](#) du 23 juillet 2012 qu'elles étaient tenues d'établir des rapports, les avait averties des conséquences du non-respect de cette obligation après le 1<sup>er</sup> mai 2013 et avait fait suivre les derniers

rappels aux missions permanentes des États Membres dans lesquels ces organisations étaient domiciliées, a décidé, en application des dispositions de sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, et rappelant sa décision 2012/222 du 23 juillet 2012, de retirer immédiatement le statut consultatif aux 157 organisations non gouvernementales énumérées ci-après, et prié le Secrétariat d'en aviser les intéressées.

A Child Is Missing

Abraham Fund Initiatives

Action pour le développement de l'Afrique à la base

African Center Foundation

African Refugees Foundation

Agermanament sense fronteres

Agir pour les femmes en situation précaire

AIDS Action

Alliance mondiale pour la mise au point de médicaments antituberculeux

Alliance Niger-Nature

Asian Women's Conference Network

Association afghane pour le développement

Association algérienne d'alphabétisation

Association de défense des Tunisiens à l'étranger

Association de sauvegarde des monuments et sites

Association des éboueurs pour le développement communautaire

Association des femmes africaines face au SIDA

Association féminine Tunisie 21

Association for Social Advancement

Association for the Advancement of Education

Association for the Advancement of Psychological Understanding of Human Nature

Association for the Protection of the Environment

Association latino-américaine d'institutions pour le financement du développement

Association latino-américaine pour les droits de l'homme

Association nationale de soutien aux enfants en difficulté et en institution

Association of Arab-American University Graduates

Association of Support for HIV-Infected and HIV-Affected Children and Their Families

Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens

Association pour le développement harmonieux de la mère et de l'enfant du Cameroun

Association tunisienne des villages d'enfants SOS

Association turque pour la planification familiale

Australian Council for International Development

Bangladesh Scholarship Council

Befrienders International

Black Sea University Foundation

Center for Democratic Renewal

Centre d'étude et de recherche pour l'intégration régionale et le développement de l'Afrique

Centre d'études économiques et sociales du tiers monde

Centre François-Xavier Bagnoud pour la santé et les droits de l'homme

Centre international de recherches et d'études sociologiques, pénales et pénitentiaires

Centro de Derechos Humanos y Ambiente

Cercle des amis de la forêt pour le 21<sup>e</sup> siècle

CHANGE

Civic Education Project

Coalition pour la participation communautaire à la gouvernance

College Art Association

Comisión para la Defensa de los Derechos Humanos en Centroamérica

Comité international des femmes africaines pour le développement

Commission andine de juristes

Commission des aborigènes et des insulaires du Détroit de Torrès

Commission sud-américaine pour la paix, la sécurité régionale et la démocratie

Confédération mondiale du travail

Congo Watch

Conseil des points cardinaux

Conseil international des mines et des métaux

Cooperative Housing Foundation

Coordination des associations et ONG féminines du Mali

Cousteau Society

Croissant rouge algérien  
Data for Development  
Éducation pour la population et la vie familiale  
Entraide universitaire mondiale  
Europe 2000  
Family of the Americas Foundation  
Family Planning Movement « Vrancea »  
Federación Española de Asociaciones Pro Vida  
Fédération de Tunis de solidarité sociale  
Fédération des associations des handicapés moteurs  
Fédération interaméricaine de touring et des automobile-clubs  
Fédération internationale des personnes handicapées physiques  
Fédération internationale des petits frères des pauvres  
Fédération internationale des producteurs agricoles  
Fédération norvégienne des organisations de personnes handicapées  
Federation of Muslim Women's Associations in Nigeria  
Femme avenir  
Femvision  
Fondation Andrew W. Mellon  
Fondation internationale carrefour  
Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme  
Forum économique mondial  
Fundación Rigoberta Menchú Tum  
Fundación Sales  
Global Metro City: The Glocal Forum  
GLOBE Japon  
Goodwill Industries International  
Green Earth Organization  
Groupe d'étude et de recherche sur la démocratie et le développement économique et social en Afrique  
Human Rights Internet  
Indian Muslim Federation (Royaume-Uni)  
Institut africain pour la recherche sur le développement  
Institut de Coopération Europe Asie Afrique Amérique Latine

Institut du développement durable et des relations internationales  
International Medical Corps  
International Prison Watch  
International Self-Reliance Agency for Women  
Islamic Heritage Society  
Jeunesse ouvrière chrétienne internationale  
Karnataka Manava Vikas Sangha  
Keystone Center  
Liberty International  
Life Education Center (États-Unis)  
Ligue éthiopienne de la jeunesse  
Ligue européenne de coopération économique  
Little House of Nazareth  
Local Government International Bureau  
Lutte contre les violences faites aux femmes et enfants mineurs  
Med Forum  
Microteam éducation, apprentissage et nouvelles technologies  
Mouvement « Ni putes ni soumises »  
Nadi Al Bassar  
National Safety Council  
National Union of Ghana Students  
National Women's Political Caucus  
Nigerian Centre for Research and Documentation  
Nigerian Environmental Society  
Oasis Open City Foundation  
Organe de coordination des organisations autochtones du bassin de l'Amazone  
Organisation de l'unité syndicale africaine  
Organisation de la mère maghrébine  
Organisation nationale de l'enfance tunisienne  
Pacific Concerns Resource Centre  
People to People International  
People's Forum 2001 (Japan)  
PEW Institute for Ocean Science  
Planetary Society

ProChoix  
Programme d'insertion des enfants déshérités  
Programme de coordination pour la santé intégrée  
Religious Consultation on Population, Reproductive Health and Ethics  
Réseau de recherche, d'action et d'information pour l'intégrité corporelle des femmes  
S.O.S. femmes en détresse  
Salubrité, propreté, hygiène et techniques d'assainissement  
Samaritan Community Center  
Secours populaire libanais  
Service Peace and Justice in Latin America  
Société africaine de droit international et comparé  
Société mondiale de la population  
Société tunisienne des sciences médicales  
Société ukrainienne de l'information  
Solidarité africaine pour la préservation de la paix et de l'environnement en République centrafricaine  
SOS Drogue International  
South Asia Human Rights Documentation Centre  
Union interafricaine des droits de l'homme  
Union internationale des étudiants  
Union internationale des transports publics  
Union mondiale chrétienne des femmes abstinentes  
University of Missouri Kansas City Women's Council  
Vrouwen Alliantie  
Widows and Orphans Welfare Society of Kenya  
Women Justice Program  
Women, Law and Development International  
Women's Commission Research and Education Fund  
Women's Coordinating Committee for the Gulf and Arabian Peninsula  
Women's World Organization for Rights, Literature and Development  
WorldSpace Foundation  
Worldview International Foundation

**2013/224**

**Calendrier et ordre du jour provisoire de la session  
de 2014 du Comité chargé des organisations  
non gouvernementales**

À sa 37<sup>e</sup> séance plénière, le 18 juillet 2013, le Conseil économique et social :

a) A décidé que la session ordinaire de 2014 du Comité chargé des organisations non gouvernementales se tiendrait du 21 au 30 janvier et le 7 février 2014 et que la reprise de la session aurait lieu du 19 au 28 mai 2013 et le 6 juin 2014;

b) A approuvé l'ordre du jour provisoire de la session de 2014 du Comité tel qu'il figure ci-après :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :
  - a) Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures;
  - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement;
  - c) Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut.
4. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social :
  - a) Examen des rapports quadriennaux dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures;
  - b) Examen des rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil.
5. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat.
6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, notamment en ce qui concerne le processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :
  - a) Processus d'accréditation des représentants d'organisations non gouvernementales;

- b) Examen de questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail officieux;
  - c) Questions connexes diverses.
7. Examen des rapports spéciaux.
  8. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
  9. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2015 du Comité.
  10. Adoption du rapport du Comité.

### **2013/225**

#### **Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2013**

À sa 37<sup>e</sup> séance plénière, le 18 juillet 2013, le Conseil économique et social a pris note du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2013.

### **2013/226**

#### **Documents examinés par le Conseil concernant l'application et le suivi des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide des Nations Unies et la mise en œuvre des résolutions [50/227](#), [52/12 B](#), [57/270 B](#) et [60/265](#) de l'Assemblée générale**

À sa 38<sup>e</sup> séance plénière, le 18 juillet 2013, le Conseil économique et social a pris note des documents ci-après :

- a) Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution [61/16](#) de l'Assemblée générale sur le renforcement du Conseil économique et social ([A/67/736-E/2013/7](#));
- b) Rapport du Secrétaire général sur l'intégration des trois dimensions du développement durable dans l'ensemble du système des Nations Unies ([A/68/79-E/2013/69](#));
- (c) Note du Secrétaire général transmettant le rapport sur les principales décisions prises et recommandations de politique générale formulées par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale ([A/68/73-E/2013/59](#)).

## **2013/227**

### **Application des résolutions [50/227](#), [52/12 B](#), [57/270 B](#), [60/265](#) et [61/16](#) de l'Assemblée générale**

À sa 38<sup>e</sup> séance plénière, le 18 juillet 2013, le Conseil économique et social a décidé de modifier l'intitulé du point 8 ci-après (Application des résolutions [50/227](#), [52/12 B](#), [57/270 B](#), [60/265](#) et [61/16](#) de l'Assemblée générale), afin de faire référence à la résolution [61/16](#) de l'Assemblée générale à compter de la prochaine session du Conseil.

## **2013/228**

### **Documents examinés par le Conseil économique et social concernant le point de l'ordre du jour consacré à la coopération régionale**

À sa 40<sup>e</sup> séance plénière, le 19 juillet 2013, le Conseil économique et social a pris note des documents ci-après :

a) Rapport du Secrétaire général sur la coopération régionale dans les domaines économique et social et dans les secteurs connexes ([E/2013/15](#) et [Add.1](#) et [2](#));

b) Note du Secrétaire général transmettant le rapport établi par les secrétaires exécutifs de la Commission économique pour l'Europe et de la Commission économique pour l'Afrique sur le projet de liaison fixe Europe-Afrique à travers le détroit de Gibraltar : rapport sur les activités réalisées pendant la période 2006-2013 et le programme proposé pour la période 2013-2015 ([E/2013/21](#));

c) La situation économique en 2012-2013 de la région de la Commission économique pour l'Europe : Europe, Amérique du Nord et Communauté d'États indépendants ([E/2013/16](#));

d) Vue d'ensemble de la situation économique et sociale en Afrique en 2012-2013 ([E/2013/17](#));

e) Aperçu de la situation économique et sociale de l'Asie et du Pacifique – 2013 ([E/2013/18](#));

f) Amérique latine et Caraïbes : situation économique et perspectives, 2012-2013 ([E/2013/19](#));

g) Résumé de l'aperçu de l'évolution économique et sociale dans la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, 2012-2013 ([E/2013/20](#)).

**2013/229**

**Rapport de la Commission de la science et de la technique  
au service du développement sur les travaux de sa seizième  
session et ordre du jour provisoire et documentation  
de la dix-septième session de la Commission**

À sa 41<sup>e</sup> séance, le 22 juillet 2013, le Conseil économique et social :

a) A pris note du rapport de la Commission de la science et de la technique au service du développement sur les travaux de sa seizième session<sup>8</sup>;

b) A approuvé l'ordre du jour provisoire et la documentation de la dix-septième session de la Commission comme indiqué ci-après.

1. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
2. Progrès accomplis dans la mise en œuvre et le suivi des textes issus du Sommet mondial sur la société de l'information aux niveaux régional et international.

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général

3. Science et technique au service du développement

Thèmes prioritaires :

a) Science, technologie et innovation pour le programme de développement d'après 2015.

i) Bilan : une décennie de contributions de la Commission de la science et de la technique au service du développement aux objectifs du Millénaire pour le développement

ii) Perspectives d'avenir de la science, technologie et innovation concernant le programme de développement pour l'après-2015.

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général

b) Technologies de l'information et des communications en vue d'un développement social et économique partagé.

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général

4. Présentation de rapports sur les examens de la politique de science, de technologie et d'innovation.
5. Élection du Président et des autres membres du Bureau de la dix-huitième session de la Commission.

<sup>8</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, 2013, Supplément n° 11 (E/2013/31).

6. Ordre du jour provisoire et documentation de la dix-huitième session de la Commission.
7. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa dix-septième session.

### **2013/230**

#### **Documents examinés par le Conseil économique et social concernant les rapports des organes de coordination et projet de programme de travail pour la période 2014-2015**

À sa 41<sup>e</sup> séance, le 22 juillet 2013, le Conseil économique et social a pris note des documents ci-après :

- a) Rapport du Comité du programme et de la coordination sur les travaux de sa cinquante-troisième session ([A/68/16](#));
- b) Rapport annuel d'ensemble du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination pour 2012 ([E/2013/60](#));
- c) Chapitres correspondants du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015 (fascicules correspondants du document [A/68/6](#)).

### **2013/231**

#### **Pays africains qui sortent d'un conflit**

À sa 42<sup>e</sup> séance plénière, le 22 juillet 2013, le Conseil économique et social a pris note du rapport du Secrétaire général sur l'apport d'un appui intégré, cohérent et coordonné au Soudan du Sud par les organismes des Nations Unies<sup>9</sup>, et demandé qu'un autre rapport sur la question lui soit présenté, pour qu'il l'examine, à sa session de fond de 2014.

### **2013/232**

#### **Financement de l'action humanitaire dans le système des Nations Unies**

À sa 44<sup>e</sup> séance plénière, le 23 juillet 2013, le Conseil économique et social a pris acte de la note du Secrétaire général transmettant le rapport du Corps commun d'inspection intitulé « Financement de l'action humanitaire dans le système des Nations Unies » ([A/67/867](#)) et des observations du Secrétaire général et de celles du Conseil des chefs de secrétariat du système des Nations Unies pour la coordination ([A/67/867/Add.1](#)) en ce qui concerne le rapport du Corps commun d'inspection.

---

<sup>9</sup> [E/2013/73](#).

2013/233

**Rapport de la Commission de la condition de la femme  
sur les travaux de sa cinquante-septième session et ordre  
du jour provisoire et documentation de la cinquante-huitième  
session de la Commission**

À sa 46<sup>e</sup> séance plénière, le 24 juillet 2013, le Conseil économique et social a pris note du rapport de la Commission de la condition de la femme sur les travaux de sa cinquante-septième session<sup>10</sup> et approuvé l'ordre du jour provisoire et la documentation de la cinquante-huitième session de la Commission énoncés ci-après :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.

**Documentation**

Ordre du jour provisoire annoté et projet d'organisation des travaux de la Commission de la condition de la femme

3. Suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle » :
  - a) Réalisation des objectifs stratégiques, mesures à prendre dans les domaines critiques et nouvelles mesures et initiatives :
    - i) Thème prioritaire : résultats obtenus et difficultés rencontrées dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en faveur des femmes et des filles;
    - ii) Thème de l'évaluation : accès et participation des femmes et des filles à l'éducation, à la formation, à la science et à la technologie, y compris pour la promotion de l'égalité d'accès au plein emploi et à un travail décent;

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général sur les résultats obtenus et les difficultés rencontrées dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en faveur des femmes et des filles

Rapport de la Directrice exécutive de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

Note du Secrétariat contenant un guide de discussion pour la table ronde de haut niveau portant sur les résultats obtenus et les difficultés rencontrées dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en faveur des femmes et des filles

- b) Questions nouvelles, tendances et approches novatrices des problèmes ayant des répercussions négatives sur la condition de la femme ou sur l'égalité des sexes;

<sup>10</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, 2013, Supplément n° 7 (E/2013/27).

- c) Transversalisation de la problématique hommes-femmes, situations et questions de programme.

**Documentation**

Rapports du Secrétaire général :

- Progrès accomplis dans la prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes lors de la conception, de l'application et de l'évaluation des politiques et des programmes nationaux, l'accent étant mis sur le thème prioritaire
- Situation des Palestiniennes et aide à leur apporter
- Libération des femmes et des enfants pris en otage lors de conflits armés, y compris de ceux qui sont emprisonnés ultérieurement (conformément à la résolution 56/1 de la Commission)
- Élimination de la mortalité et la morbidité maternelles grâce au renforcement du pouvoir d'action des femmes (conformément à la résolution 56/3 de la Commission)
- Les femmes et les filles face au VIH et au sida (conformément à la résolution 56/5 de la Commission)
- Les moyens de renforcer encore les effets des travaux de la Commission

Rapport de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sur les activités menées par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies à l'appui de la lutte contre la violence à l'égard des femmes

Note du Secrétariat transmettant les résultats des cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes

4. Communications relatives à la condition de la femme.

**Documentation**

Note du Secrétaire général transmettant la liste des communications confidentielles relatives à la condition de la femme et des réponses y faites

5. Suite donnée aux résolutions et décisions du Conseil économique et social.

**Documentation**

Lettre adressée à la Présidente de la Commission de la condition de la femme par le Président du Conseil économique et social

6. Ordre du jour provisoire de la cinquante-neuvième session de la Commission.
7. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa cinquante-huitième session.

**2013/234****Ordre du jour provisoire révisé de la vingtième session de la Commission du développement durable**

À sa 46<sup>e</sup> séance plénière, le 24 juillet 2013, le Conseil économique et social, conformément à sa décision 2011/243 du 27 juillet 2011, approuvant l'ordre du jour provisoire de la vingtième session de la Commission du développement durable<sup>11</sup>, approuve l'ordre du jour provisoire révisé de la vingtième session reproduit ci-après.

**Ordre du jour provisoire de la vingtième session de la Commission du développement durable**

1. Élection des membres du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Enseignements tirés des travaux de la Commission du développement durable et orientations futures.
4. Conclusion des travaux de la Commission du développement durable.
5. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa vingtième session.

**2013/235****Rapport de la Commission de statistique sur les travaux de sa quarante-quatrième session et ordre du jour provisoire et dates de sa quarante-cinquième session**

À sa 46<sup>e</sup> séance plénière, le 24 juillet 2013, le Conseil économique et social :

- a) A pris note du rapport de la Commission de statistique sur les travaux de sa quarante-quatrième session;
- b) A décidé que la quarante-cinquième session de la Commission se tiendrait à New York du 4 au 7 mars 2014;
- c) A approuvé l'ordre du jour provisoire et la documentation de la quarante-cinquième session, comme indiqué ci-après :

**Ordre du jour provisoire de la quarante-cinquième session de la Commission**

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.

**Documentation**

Ordre du jour provisoire et annotations

Note du Secrétariat sur l'organisation des travaux de la session

<sup>11</sup> Tel qu'il figure dans le rapport de la Commission du développement durable sur les travaux de sa dix-neuvième session (E/2011/29-E/CN.17/2011/20).

3. Examen du programme : à préciser.

**Documentation**

Rapport de l'organisme chargé de l'examen

4. Statistiques démographiques et sociales :

- a) Recensements de la population et des logements;

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général

- b) Statistiques des établissements humains;

**Documentation**

Rapport du Programme des Nations Unies pour les établissements humains

- c) Statistiques sociales;

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général

- d) Statistiques sur les drogues et la consommation de drogues;

**Documentation**

Rapport de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

- e) Groupe de Washington sur les statistiques des incapacités;

**Documentation**

Rapport du Groupe de Washington sur les statistiques des incapacités

- f) Statistiques des migrations;

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général

- g) Statistiques de la culture.

**Documentation**

Rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

5. Statistiques économiques :

- a) Comptabilité nationale;

**Documentation**

Rapport du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale

- b) Statistiques agricoles;

**Documentation**

Rapport du Groupe d'experts interinstitutions sur les statistiques agricoles et rurales

Rapport du Comité directeur

Rapport du Groupe de Wye sur les statistiques du développement rural et du revenu des ménages tiré de l'agriculture

c) Statistiques industrielles;

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général

d) Statistiques de l'énergie;

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général

Rapport du Groupe d'Oslo sur les statistiques de l'énergie

e) Statistiques de la distribution;

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général

f) Statistiques du commerce international;

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général

g) Statistiques du commerce international des services;

**Documentation**

Rapport de l'Équipe spéciale des statistiques du commerce international des services

Rapport du Secrétaire général

h) Statistiques des technologies de l'information et des communications;

**Documentation**

Rapport du Partenariat sur les statistiques relatives aux technologies de l'information et des communications au service du développement

i) Statistiques du tourisme;

**Documentation**

Rapport de l'Organisation mondiale du tourisme

j) Programme de comparaison internationale;

**Documentation**

Rapport de la Banque mondiale

k) Groupe d'Ottawa sur les indices des prix;

**Documentation**

Rapport du Groupe d'Ottawa sur les indices des prix

l) Indicateurs économiques à court terme.

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général

6. Statistiques des ressources naturelles et de l'environnement :

a) Comptabilité économique et environnementale.

**Documentation**

Rapport du Comité d'experts sur la comptabilité économique et environnementale

7. Activités non classées par domaine :

a) Coordination et intégration des programmes statistiques;

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général sur les travaux du Comité de coordination des activités de statistique

b) Application des Principes fondamentaux de la statistique officielle;

**Documentation**

Rapport des Amis de la présidence

c) Indicateurs du développement;

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général

d) Suite donnée aux décisions de politique générale du Conseil économique et social;

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général

e) Méthodes de travail de la Commission de statistique;

**Documentation**

Rapport du Bureau

f) Principes régissant les activités statistiques internationales;

**Documentation**

Rapport du Comité de coordination des activités de statistique

g) Développement de statistiques régionales;

**Documentation**

Rapport de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

h) Cadre national d'assurance de la qualité;

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général

i) Cadre statistico-spatial des systèmes statistiques nationaux;

**Documentation**

Rapport du Groupe d'experts chargé de la question de l'élaboration d'un cadre statistico-spatial dans les systèmes statistiques nationaux

j) Élaboration d'un plan d'action sur le développement des statistiques;

**Documentation**

Rapport de la Banque mondiale

k) Journée mondiale de la statistique;

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général

l) Traitement massif des données et modernisation des systèmes de statistique;

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général

m) Indicateurs de progrès plus généraux que le seul produit intérieur brut.

**Documentation**

Rapport des Amis de la présidence

8. Questions relatives aux programmes (Division de statistique).

9. Ordre du jour provisoire et dates de la quarante-sixième session de la Commission.

**Documentation**

Note du Secrétariat renfermant le projet d'ordre du jour provisoire de la quarante-sixième session de la Commission

Note du Secrétariat sur le projet de programme de travail pluriannuel de la Commission

10. Rapport de la Commission sur les travaux de sa quarante-cinquième session.

## **2013/236**

### **Rapport du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les travaux de sa première session universelle**

À sa 46<sup>e</sup> séance plénière, le 24 juillet 2013, le Conseil économique et social a pris note du rapport du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les travaux de sa première session universelle (A/68/25).

## **2013/237**

### **Rapport de la Commission de la population et du développement sur les travaux de sa quarante-sixième session et ordre du jour provisoire de sa quarante-septième session**

À sa 46<sup>e</sup> séance, le 24 juillet 2013, le Conseil économique et social :

a) A pris note du rapport de la Commission de la population et du développement sur les travaux de sa quarante-sixième session<sup>12</sup> et décide de le transmettre au deuxième Dialogue de haut niveau de l'Assemblée générale sur les migrations internationales et le développement;

b) A approuvé l'ordre du jour provisoire de la quarante-septième session de la Commission tel qu'il est donné ci-après :

#### **Ordre du jour provisoire**

1. Élection du Bureau<sup>13</sup>.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.

#### **Documentation**

Ordre du jour provisoire de la quarante-septième session de la Commission

Note du Secrétariat sur l'organisation des travaux de la session

Rapport du Bureau de la Commission de la population et du développement sur les travaux de ses réunions intersessions

3. Évaluation de l'état de la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement.

---

<sup>12</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, 2013, Supplément no 5 (E/2013/25).

<sup>13</sup> Conformément à sa décision 2004/2, la Commission a tenu la première séance de sa quarante-sixième session immédiatement après la clôture de sa quarante-cinquième session, à seule fin d'élire le nouveau président et les autres membres du Bureau, en application de l'article 15 du Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social.

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général sur les tendances démographiques mondiales.

Rapport du Secrétaire général sur l'examen opérationnel de l'état de la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement.

4. Débat général consacré à l'expérience des pays dans le domaine de la population : « Évaluation de l'état de la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement ».
5. Débat général sur la place des questions de population et de développement dans le thème retenu pour l'examen ministériel annuel de 2014.
6. Exécution du programme et futur programme de travail du Secrétariat dans le domaine de la population.

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général sur l'exécution du programme et le bilan des activités menées dans le domaine de la population en 2013

Note du Secrétaire général sur le projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017 : sous-programme 5 (Population) du programme 7 (Affaires économiques et sociales)

7. Ordre du jour provisoire de la quarante-huitième session de la Commission.

**Documentation**

Note du Secrétariat présentant l'ordre du jour provisoire de la quarante-huitième session de la Commission

8. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa quarante-septième session.

**2013/238****Lieu, dates et ordre du jour provisoire de la treizième session du Comité d'experts de l'administration publique**

À sa 46<sup>e</sup> séance, le 24 juillet 2013, le Conseil économique et social

a) A décidé que la treizième session du Comité d'experts de l'administration publique se tiendra au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 7 au 11 avril 2014;

b) A approuvé l'ordre du jour provisoire de la treizième session du Comité d'experts de l'administration publique, qui s'établit comme suit :

1. Élection des membres du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.

3. Transformer l'administration publique en faveur du développement durable :
  - a) Renforcer les capacités nationales et locales en matière de gestion du développement durable;
  - b) Promouvoir l'initiative, l'innovation et la gestion des risques en faveur du développement durable;
  - c) Encourager le professionnalisme et l'éthique au sein du service public.
4. Examen du Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies.
5. Ordre du jour de la quatorzième session du Comité d'experts.

### **2013/239**

#### **Dates et ordre du jour provisoire de la neuvième session du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale**

À sa 46<sup>e</sup> séance plénière, le 24 juillet 2013, le Conseil économique et social :

a) A décidé que la neuvième session du Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale se tiendrait à Genève du 21 au 25 octobre 2013;

b) A approuvé le projet d'ordre du jour ci-après pour la neuvième session du Comité :

1. Ouverture de la session par le représentant du Secrétaire général.
2. Élection du Président et des autres membres du Bureau (séance à huis clos).
3. Examen du Règlement intérieur et d'autres questions d'organisation (séance à huis clos).
4. Déclaration liminaire du Président du Comité.
5. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
6. Examen des questions de fond relatives à la coopération internationale en matière fiscale :
  - a) Questions relatives à la mise à jour du Modèle de convention fiscale des Nations Unies :
    - i) Article 4 (Résident) : application des dispositions conventionnelles aux entités hybrides;
    - ii) Article 5 (Établissement stable) :
      - a. Le sens de « projets connexes »;
      - b. La question de savoir si un satellite en orbite géostationnaire peut constituer un établissement stable;

- c. Les établissements stables et la taxe sur la valeur ajoutée dans les échanges internationaux;
- iii) Article 7 (Bénéfices des entreprises) : la « force d'attraction » – examen et explication de son fonctionnement;
- iv) Article 8 (Navigation maritime, intérieure et aérienne) : le sens et le champ d'application de l'expression « activités auxiliaires »;
- v) Article 9 (Entreprises associées) : mise à jour du commentaire;
- vi) Article 12 (Redevances) : examen général, et notamment examen de questions concernant le matériel;
- vii) Article 13 (Gains en capital) : les conséquences pratiques du paragraphe 4;
- viii) Article 23 (Méthodes pour éliminer les doubles impositions) : conflits de qualification et conflits d'interprétation dans le cadre de l'examen consacré au changement climatique;
- ix) Article 26 (Échange de renseignements);
- x) Divers articles : imposition des services – disposition relative à l'imposition des honoraires au titre de services techniques;
- xi) Divers articles : le Modèle de convention des Nations Unies et les mécanismes mis en place dans le contexte des changements climatiques;
- b) Autres questions :
  - i) Questions concernant la prochaine mise à jour du Manuel des Nations Unies sur les prix de transfert à l'intention des pays en développement;
  - ii) Le Manuel de négociation des conventions fiscales bilatérales entre pays développés et pays en développement;
  - iii) Les questions liées à l'investissement direct étranger et à l'imposition des sociétés, notamment les questions concernant la fiscalité et les ressources naturelles dans les pays en développement;
  - iv) L'imposition des projets de développement;
  - v) Renforcement des capacités.
- 7. Dates et ordre du jour provisoire de la dixième session du Comité.
- 8. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa neuvième session.

**2013/240**

**Rapport du Forum des Nations Unies sur les forêts  
sur les travaux de sa dixième session et ordre du jour  
provisoire de sa onzième session**

Le Conseil économique et social :

- a) A pris note du rapport du Forum des Nations Unies sur les forêts sur les travaux de sa dixième session<sup>14</sup>;
- b) A approuvé l'ordre du jour provisoire de la onzième session du Forum tel qu'il est donné ci-après.

**Ordre du jour provisoire de la onzième session du Forum  
des Nations Unies sur les forêts**

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Forêts : progrès accomplis, difficultés rencontrées et perspectives pour l'arrangement international sur les forêts :
  - a) Examen de l'efficacité de l'arrangement international sur les forêts et de toutes les options futures;
  - b) Examen des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs d'ensemble relatifs aux forêts et dans la mise en œuvre de l'instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts;
  - c) Examen de la contribution des forêts et de l'arrangement international sur les forêts, y compris l'instrument juridiquement non contraignant concernant tous les types de forêts, aux objectifs de développement convenus à l'échelle internationale.
4. Moyens de mise en œuvre d'une gestion durable des forêts et application de la législation forestière et gouvernance à tous les niveaux.
5. Renforcement de la coopération et coordination des politiques et des programmes, y compris la formulation de nouvelles orientations pour le Partenariat de collaboration sur les forêts.
6. Contributions régionales et sous-régionales.
7. Débat multipartite.
8. Débat de haut niveau.
9. Fonds d'affectation spéciale du Forum.
10. Questions diverses.
11. Adoption du rapport du Forum sur les travaux de sa onzième session.

---

<sup>14</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, 2013, Supplément n° 22 (E/2013/42).

**2013/241****Dates et lieu de la onzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts**

À sa 46<sup>e</sup> séance plénière, le 24 juillet 2013, le Conseil économique et social a décidé que la onzième session du Forum des Nations Unies sur les forêts se tiendrait du 4 au 15 mai 2015 à New York.

**2013/242****Rapport de la dix-neuvième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique**

À sa 46<sup>e</sup> séance plénière, le 24 juillet 2013, le Conseil économique et social a pris note du rapport de la dix-neuvième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique ([E/CONF.102/8](#)).

**2013/243****Rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa cinquante et unième session et ordre du jour provisoire et documentation de la cinquante-deuxième session**

À sa 47<sup>e</sup> séance, le 25 juillet 2013, le Conseil économique et social :

- a) A pris acte du rapport de la Commission du développement social sur les travaux de sa cinquante et unième session<sup>15</sup>;
- b) A approuvé l'ordre du jour provisoire et la documentation de la cinquante-deuxième session de la Commission, reproduits ci-après :

**Ordre du jour provisoire et documentation de la cinquante-deuxième session de la Commission du développement social**

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général sur l'examen des méthodes de travail de la Commission du développement social ([E/CN.5/2013/12](#))

3. Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale :

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général sur les aspects sociaux du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique

<sup>15</sup> Documents officiels du Conseil économique et social, 2013, Supplément n° 6 ([E/2013/26](#)).

- a) Thème prioritaire : promotion de l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous;

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général sur la promotion de l'autonomisation dans les domaines de l'élimination de la pauvreté, de l'intégration sociale, du plein emploi et du travail décent pour tous

- b) Examen des plans et programmes d'action des organismes des Nations Unies concernant la situation de certains groupes sociaux :
- i) Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées;
  - ii) Règles pour l'égalisation des chances des handicapés;
  - iii) Programme d'action mondial pour la jeunesse;
  - iv) Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement;
  - v) Questions, politiques et programmes relatifs à la famille;

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général sur les préparatifs de la célébration du vingtième anniversaire de l'Année internationale de la famille à tous les niveaux

Rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement

Rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre du Programme d'action mondial pour la jeunesse

Rapport du Secrétaire général sur l'intégration de la question du handicap dans les programmes de développement

Note du Secrétaire général transmettant le rapport établi par le Rapporteur spécial de la Commission du développement social chargé d'étudier la situation des handicapés

- c) Questions nouvelles (*à déterminer*).

**Documentation**

Note du Secrétariat sur les questions nouvelles

4. Questions relatives au programme et questions diverses.

**Documentation**

Note du Secrétaire général sur le projet de cadre stratégique pour la période 2016-2017, sous-programme 3 (Politiques sociales et développement social)

5. Ordre du jour provisoire de la cinquante-troisième session de la Commission.

6. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa cinquante-deuxième session.

### **2013/244**

#### **Nomination de membres du Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social**

À sa 47<sup>e</sup> séance plénière, le 25 juillet 2013, le Conseil économique et social a confirmé la nomination des huit personnes dont les noms suivent au Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social :

a) Jimí O. Adésínà (Nigéria), Asef Bayat (États-Unis d'Amérique), David Hulme (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), Joakim Palme (Suède) et Onalenna Doo Selolwane (Botswana), pour un mandat de quatre ans commençant à la date de confirmation par le Conseil et expirant le 30 juin 2017;

b) Bina Agarwal (Inde), Evelina Dagnino (Brésil) et Julia Szalai (Hongrie), pour un mandat de deux années supplémentaires commençant à la date de confirmation par le Conseil et expirant le 30 juin 2015.

### **2013/245**

#### **Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de la reprise de sa vingt et unième session**

À sa 47<sup>e</sup> séance plénière, le 25 juillet 2013, le Conseil économique et social a pris note du rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de la reprise de sa vingt et unième session.

### **2013/246**

#### **Amélioration de la gouvernance et de la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime : prorogation du mandat du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime**

À sa 47<sup>e</sup> séance plénière, le 25 juillet 2013, le Conseil économique et social, rappelant sa décision [2011/258](#) du 28 juillet 2011, intitulée « Amélioration de la gouvernance et de la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime : prorogation du mandat du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime », dans laquelle il a, entre autres, rappelé la résolution 52/13 de la Commission des stupéfiants en date du 20 mars 2009 et la résolution [18/3](#) de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale en date du 24 avril 2009 et décidé de

renouveler le mandat du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime jusqu'à la partie des sessions que les Commissions devaient tenir au premier semestre de 2013, où elles devaient procéder à un examen approfondi du fonctionnement du groupe de travail et envisager la prorogation de son mandat :

a) A reconnu de nouveau l'importance du rôle joué par le groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour ce qui est d'aider la Commission des stupéfiants et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à traiter efficacement les questions financières et de gouvernance se rapportant aux travaux de l'Office;

b) A réaffirmé le rôle de la Commission des stupéfiants en tant que principal organe de conception de politiques des Nations Unies sur les questions du contrôle international des drogues et organe directeur du programme de lutte contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et le rôle de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale en tant que principal organe de conception de politiques des Nations Unies sur les questions de prévention du crime et de justice pénale et organe directeur du programme de lutte contre le crime de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime;

c) A exprimé de nouveau sa préoccupation concernant la situation de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour ce qui est des questions financières et de gouvernance, et considère que ces questions doivent encore être traitées de toute urgence d'une manière pragmatique, axée sur les résultats et efficace, dans un esprit de coopération;

d) A rappelé la résolution 52/13 de la Commission des stupéfiants en date du 20 mars 2009 et la résolution 18/3 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale en date du 24 avril 2009 et décide de renouveler le mandat du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime jusqu'à la partie de session que la Commission doit tenir au premier semestre de 2015, où elle devrait procéder à un examen approfondi du fonctionnement du groupe de travail et envisager la prorogation de son mandat;

e) A décidé que le groupe de travail tiendrait des réunions officielles et informelles conformément à la pratique actuelle;

f) A demandé que la documentation pertinente soit fournie au groupe de travail au plus tard 10 jours ouvrables avant chaque réunion;

g) A réaffirmé qu'il importait que les États Membres établissent un plan de travail annuel indicatif tenant compte des éléments fournis par le Secrétariat et prévoyant, le cas échéant, l'examen de la forme et de l'organisation des travaux du groupe dans un souci d'amélioration de son efficacité, et approuvé l'ordre du jour provisoire du groupe de travail ci-dessous :

1. Budget consolidé de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour l'exercice biennal 2014-2015
2. Gouvernance et situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

3. Évaluation et contrôle
4. Autres questions

### 2013/247

#### **Rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa vingt-deuxième session et ordre du jour provisoire de sa vingt-troisième session**

À sa 47<sup>e</sup> séance plénière, le 25 juillet 2013, le Conseil économique et social :

- a) A pris note du rapport de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale sur les travaux de sa vingt-deuxième session;
- b) Rappelant sa décision [2010/243](#) du 22 juillet 2010, a décidé que le thème principal de la vingt-troisième session de la Commission serait « Coopération internationale en matière pénale »;
- c) Rappelant sa décision [2012/238](#) du 26 juillet 2012, a pris note de la décision [22/2](#) de la Commission;
- d) A approuvé l'ordre du jour provisoire et la documentation de la vingt-troisième session de la Commission figurant ci-dessous.

#### **Ordre du jour provisoire et documentation de la vingt-deuxième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale**

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.

##### **Documentation**

Ordre du jour provisoire et annotations

3. Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique :
  - a) Travaux du groupe de travail chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime;
  - b) Directives sur les questions politiques et budgétaires pour le programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale;
  - c) Méthodes de travail de la Commission.

##### **Documentation**

Rapport du Directeur exécutif sur les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

Autres notes du Secrétariat et rapports du Secrétaire général ou du Directeur exécutif, selon les mandats qui leur ont été confiés

4. Débat thématique sur la coopération internationale en matière pénale.

### **Documentation**

#### Guide de discussion

5. Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale :
  - a) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant;
  - b) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la corruption;
  - c) Ratification et application des instruments internationaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme;
  - d) Autres questions liées à la prévention du crime et à la justice pénale;
  - e) Autres activités à l'appui des travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier celles du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, des organisations non gouvernementales et autres instances.

### **Documentation**

Rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée et la corruption

Rapport du Secrétaire général sur l'aide à l'application des conventions et protocoles universels relatifs au terrorisme

Rapport du Secrétaire général sur les activités des instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

Autres notes du Secrétariat et rapports du Secrétaire général ou du Directeur exécutif, selon les mandats qui leur ont été confiés

6. Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale.

### **Documentation**

Rapport du Secrétaire général sur les règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale

Autres notes du Secrétariat et rapports du Secrétaire général ou du Directeur exécutif, selon les mandats qui leur ont été confiés

7. Tendances de la criminalité dans le monde, et nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale.

**Documentation**

Rapport du Directeur exécutif sur les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

Autres notes du Secrétariat et rapports du Secrétaire général ou du Directeur exécutif, selon les mandats qui leur ont été confiés

8. Suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.

**Documentation**

Rapport du Secrétaire général sur la suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et les préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

9. Ordre du jour provisoire de la vingt-quatrième session de la Commission.
10. Autres questions.
11. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa vingt-deuxième session.

**2013/248****Rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de la reprise de sa cinquante-cinquième session**

À sa 47<sup>e</sup> séance plénière, le 25 juillet 2013, le Conseil économique et social a pris note du rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de la reprise de sa cinquante-cinquième session.

**2013/249****Rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa cinquante-sixième session et ordre du jour provisoire de sa cinquante-septième session**

À sa 47<sup>e</sup> séance plénière, le 25 juillet 2013, le Conseil économique et social :

- a) A pris note du rapport de la Commission des stupéfiants sur les travaux de sa cinquante-sixième session;
- b) A pris note également de la décision [55/1](#) de la Commission en date du 7 décembre 2012;
- c) A approuvé l'ordre du jour provisoire de la cinquante-septième session reproduit ci-dessous.

**Ordre du jour provisoire de la cinquante-septième session  
de la Commission des stupéfiants**

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.

*Débat de haut niveau*

3. Ouverture du débat de haut niveau.
4. Débat général.
5. Table ronde.
6. Résultats du débat de haut niveau.
7. Clôture du débat de haut niveau.

*Débat consacré aux questions normatives*

8. Débat thématique/table ronde.
9. Application de la Déclaration politique et du Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue :
  - a) Réduction de la demande et mesures connexes;
  - b) Réduction de l'offre et mesures connexes;
  - c) Lutte contre le blanchiment d'argent et promotion de la coopération judiciaire pour renforcer la coopération internationale.
10. Application des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues :
  - a) Examen de substances en vue d'éventuelles recommandations d'inscription aux tableaux des Conventions : difficultés à résoudre et travaux futurs de la Commission des stupéfiants et de l'Organisation mondiale de la Santé;
  - b) Modifications du champ d'application du contrôle des substances;
  - c) Organe international de contrôle des stupéfiants;
  - d) Coopération internationale visant à assurer la disponibilité des stupéfiants et des substances psychotropes à des fins médicales et scientifiques tout en empêchant leur détournement;
  - e) Autres questions découlant des traités internationaux relatifs au contrôle des drogues.
11. Situation mondiale en ce qui concerne le trafic de drogues et recommandations des organes subsidiaires de la Commission.

*Débat consacré aux activités opérationnelles*

12. Directives de politique générale pour le programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et renforcement du programme contre la drogue ainsi que du rôle de la Commission des stupéfiants en sa qualité d'organe directeur, y compris les questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique :

- a) Activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et directives de politique générale;
  - b) Rôle de la Commission en sa qualité d'organe directeur du programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime :
    - i) Renforcement du programme contre la drogue de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime;
    - ii) Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique.
13. Ordre du jour provisoire de la cinquante-huitième session de la Commission.
14. Questions diverses.
15. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa cinquante-septième session.

## **2013/250**

### **Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants**

À sa 47<sup>e</sup> séance plénière, le 25 juillet 2013, le Conseil économique et social a pris note du rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2012<sup>16</sup>.

## **2013/251**

### **Élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés**

À sa 47<sup>e</sup> séance plénière, le 25 juillet 2013, le Conseil économique et social, rappelant la résolution 1166 (XII) de l'Assemblée générale, en date du 26 novembre 1957, par laquelle l'Assemblée le priait de créer un comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, ainsi que les résolutions ultérieures de l'Assemblée par lesquelles la composition du Comité exécutif a été élargie :

- a) A pris note des demandes d'élargissement de la composition du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés figurant dans la note verbale datée du 12 février 2013 adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de l'Afghanistan auprès de l'Organisation des Nations Unies<sup>17</sup>, la lettre datée du 2 avril 2013 adressée au Président du Conseil économique et social par le Représentant permanent de la République du Bélarus auprès de l'Organisation des Nations Unies<sup>18</sup>, la note verbale datée du 16 mai 2013 adressée

<sup>16</sup> *Rapport de l'Organe international de contrôle des stupéfiants pour 2012* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.13.XI.1).

<sup>17</sup> E/2013/10.

<sup>18</sup> E/2013/49.

au Secrétaire général par la Mission permanente de la République tchèque auprès de l'Organisation des Nations Unies<sup>19</sup>, la note verbale datée du 28 mai 2013 adressée au Secrétaire général par la Mission permanente du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies<sup>20</sup>, la note verbale datée du 5 juin 2013 adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de la Slovaquie auprès de l'Organisation des Nations Unies<sup>21</sup>, la note verbale datée du 21 juin 2013 adressée au Secrétaire général par la Mission permanente du Sénégal auprès de l'Organisation des Nations Unies<sup>22</sup> et la note verbale datée du 2 juillet 2013 adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de la Lettonie auprès de l'Organisation des Nations Unies<sup>23</sup>;

b) A recommandé que l'Assemblée générale se prononce à sa soixante-huitième session sur la question de l'augmentation du nombre des membres du Comité exécutif, qui passerait de 87 à 94 États.

## **2013/252**

### **Rapport de l'Instance permanente sur les questions autochtones sur les travaux de sa douzième session**

À sa 47<sup>e</sup> séance plénière, le 25 juillet 2013, le Conseil économique et social a décidé de reporter à la reprise de sa session de fond de 2013 l'examen du rapport de l'Instance permanente sur les questions autochtones sur les travaux de sa douzième session.

## **2013/253**

### **Documents examinés par le Conseil économique et social concernant la promotion de la femme, la prévention du crime et la justice pénale, et les droits de l'homme**

À sa 47<sup>e</sup> séance plénière, le 25 juillet 2013, le Conseil économique et social a pris note des documents ci-après :

a) Note du Secrétariat sur les résultats des cinquante et unième, cinquante-deuxième et cinquante-troisième sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes ([E/2013/75](#));

b) Note du Secrétariat sur le rapport du Conseil de direction sur les principales activités de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice ([E/2013/80](#));

c) Rapport du Comité des droits des personnes handicapées sur les travaux de ses cinquième, sixième, septième et huitième sessions ([A/68/55](#));

d) Rapport du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur les travaux de ses quarante-huitième et quarante-neuvième sessions ([E/2013/22](#)).

---

<sup>19</sup> [E/2013/76](#).

<sup>20</sup> [E/2013/85](#).

<sup>21</sup> [E/2013/83](#).

<sup>22</sup> [E/2013/86](#).

<sup>23</sup> [E/2013/89](#).

**2013/254****Rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien**

À sa 47<sup>e</sup> séance plénière, le 25 juillet 2013, le Conseil économique et social a pris note du rapport du Secrétaire général sur l'assistance au peuple palestinien ([A/68/76-E/2013/65](#)).

**2013/255****Rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies**

À sa 47<sup>e</sup> séance plénière, le 25 juillet 2013, le Conseil économique et social a pris note du rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies sur les travaux de l'Université ([E/2013/88](#)).

**2013/256****Interruption temporaire de la session de fond de 2013 du Conseil économique et social**

À sa 48<sup>e</sup> séance plénière, le 26 juillet 2013, le Conseil économique et social a décidé d'interrompre temporairement sa session de fond de 2013 pour la reprendre à une date ultérieure.

---